

MES SOUVENIRS Ve CAHIER : DE 1906 A 1909

(A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS)

Un calvaire électoral (suite)

Quand on pénètre pour la première fois au Palais-Bourbon, après avoir eu, comme moi, une existence parisienne très primaire, on a la sensation d'entrer dans un monde étrange. Après vingt-cinq années de fréquentation, j'éprouve encore du malaise à me trouver dans cette cohue. En novembre 1905, je ressentis l'impression qui m'avait frappé lorsque j'entrai au lycée comme interne.

J'aurai plusieurs fois l'occasion d'analyser ce milieu parlementaire si difficile à pénétrer et mon tableau aura besoin de bien des retouches. Je conseille toutefois la lecture du chapitre que j'ai écrit dans mon livre *La Parole en Public* sur la psychologie des foules.

Je signale ce point que sorti de la période électorale, le député s'y trouve immédiatement replongé. Depuis le matin jusqu'au soir, à la Chambre des députés, on est candidat à quelque chose.

Il est de toute nécessité de s'inscrire d'abord à un groupe. Le groupe ne correspond pas toujours au parti qui travaille au dehors.

Sous ce rapport, je fus assez libre de mon choix. En effet, Caillaux n'était pas inscrit à la gauche radicale socialiste. Il faisait partie de la gauche démocratique qui correspondait à l'Alliance démocratique, fondée par Waldeck Rousseau, présidée par Adolphe Carnot et dont lui-même était un des vices présidents avec Barthou.

Bien que je fusse réputé dans mon arrondissement comme républicain avancé, je n'avais pas intérêt à me proclamer radical. A cette époque, dans la Sarthe, le mot radical était aussi mal porté que le mot socialiste. Aussi s'intitulait-on « candidat républicain » tout court. Je m'inscrivis à l'un des groupes de gauche les plus modérés, afin de ménager les conservateurs de ma circonscription. Les cinq députés de la Sarthe étaient alors :

Ernest Fouché : 1^{ère} circonscription du Mans

Gaston Galpin : 2^e

Caillaux : Mamers

D'Aubigny : La Flèche

Enfin moi-même à Saint-Calais.

Nous n'étions donc que deux députés républicains et nous avions intérêt à faire cause commune.

Caillaux, je l'ai déjà écrit, se méfiait de moi. Il avait peur de me voir aller trop à gauche et de se voir ainsi morigéné par les radicaux de sa circonscription où il ménageait les conservateurs. J'indiquerai par la suite quelles précautions il prit vis-à-vis de moi.

En ce moment, il était surtout inquiet de savoir ce que j'allais faire dans l'élection du président de la République. Il avait été rapidement renseigné sur l'accueil sympathique qui m'avait été réservé par Doumer. Or, Caillaux avait lié partie avec Fallières qui était le candidat de la gauche. Doumer avait été élu à la présidence par une coalition de conservateurs et de radicaux. Tout le monde savait qu'il détestait cordialement Caillaux.

Il n'y a pas en effet à la chambre que des partis ; il y a surtout des clans de personnes. Si Caillaux avait aperçu du côté de Doumer un moyen plus sûr de revenir au pouvoir, il n'eut pas hésité une minute à lui faire la cour. Mais la fatalité l'avait rejeté de l'autre côté. C'est alors que Caillaux commença à utiliser le Docteur Breteau comme un moyen de contrôle.

En fin manœuvrier, il avait compris que, pour me tenir, il aurait besoin de surveillants. Breteau et plus tard le docteur Gigon furent ses garde-chiourmes.

Breteau, qui était dans mon intimité la plus absolue, avait toutes mes confidences et Caillaux se servait habilement de lui pour savoir ce que je pensais. Ce rôle de mouchard convenait parfaitement à Breteau, non pas qu'il en ait tiré dès l'abord un grand profit, mais parce que cela lui donnait de l'importance. J'ai rarement connu un bonhomme plus bouffi d'orgueil que ce médocastre ! Gigon était de caractère beaucoup plus noble !

Quand arriva l'élection du président de la République (fin janvier 1906) Breteau me demanda, comme un grand service amical, de le faire assister à l'assemblée de Versailles. Il me fut assez facile de lui procurer une carte. Il ne me quitta pas d'une semelle dans les couloirs. Je me doutais alors du rôle qu'il était chargé de jouer. Il me dit : « *J'espère bien que tu vas voter pour Fallières !* ». J'avais un bulletin Paul Doumer préparé dans ma poche. Je me hâtai d'aller chercher sur la table un bulletin Fallières et je l'insérai dans une enveloppe devant Breteau. Seulement, comme il ne pouvait pas m'accompagner jusqu'à l'urne, je mis tout de même un bulletin pour Doumer qui fut battu et accepta galamment son échec.

Dans la suite, Breteau et Gigon furent précieux pour Caillaux parce que, toutes les fois où je semblais m'écarter de la volonté du maître, il me menaçait de la candidature de l'un ou de l'autre. Ce chantage lui réussit souvent.

Pour l'instant, je ne songeais guère à ce système de bascule. Il me fallait avant tout assurer ma tremblotante majorité. De décembre jusqu'à février je repassais une à une les 60 communes de l'arrondissement. Cela ne m'empêchait pas d'assister aux séances importantes et de plaider tous mes procès. Jamais je n'ai eu tant d'embarras. Je vivais dans l'inquiétude et je passais mes nuits en chemin de fer.

A Paris, je logeais à l'hôtel, d'abord rue Jacob et ensuite au n°9 de la rue de l'Université où je vécus assez longtemps. La vie devint plus agréable pour moi lorsque mon fils vint me rejoindre, mais j'eus deux années très pénibles.

Ces sept mois me furent utiles parce qu'ils me permirent de faire connaissance avec un grand nombre de députés. Drelou, de la Marne, et moi fûmes les derniers nommés de la législature. Nous fîmes par cela même amitié. Drelou était un ancien avoué de Châlons, ambitieux, très chargé de famille mais de talent médiocre. Il fit un instant figure à la chambre, mais à la guerre, il ne s'était pas encore détaché du rang. La guerre l'a littéralement abruti. Il était encore vivant en 1928 et habitait Saint-Cloud. Je l'ai rencontré faubourg Saint-Honoré, mais bien gaga !

Gérault-Richard fut pour moi très bon camarade. J'ai raconté dans un autre papier tout ce que je savais de lui. Je me contente de résumer : né à Torcé près de Bonnetable, il avait reçu une instruction primaire à l'institution catholique de Saint-Calais (avec Houdayer et Hardy). Son père qui était dans une situation de fortune modeste l'avait placé comme ouvrier tapissier au Mans chez Firmin-Sabatier, rue Courthardy. C'est là où je le connus. Quand son père mourut, il dissipa rapidement son petit patrimoine, échoua à Paris comme une épave et fut réduit au métier d'homme d'équipe à la Gare de Lyon.

L'histoire est cruelle et drôle. Gérault Richard avait fait appel au patronage de Leporché qui était alors député du Mans. Ce dernier l'avait recommandé à la direction du P.L.M (je crois bien que c'était le père Caillaux qui était alors président du conseil d'administration). On plaça Richard dans un bureau comme expéditionnaire à quatre-vingt-dix francs par mois, mais il avait une écriture si détestable que le chef de bureau dut se priver de ses services. Pour ne pas mourir de faim, Gérault descendit à la Voie et, ne pouvant pas gagner 3 francs par jour avec sa plume, il gagna 3,75 francs avec ses bras.

Il était pourri de vices, mais bon camarade et bon fils. Il vivait avec sa mère qui était une ivrogne remarquable. Avant de sortir, il était obligé de mettre le rhum sous clef. Quand elle était ivre, il la nettoyait et la couchait. Jamais il ne rentrait sans lui apporter ses deux sous de tabac à priser.

Dans sa plus grande misère, il n'a cessé de lire et de travailler. Il fréquentait Montmartre où il connut les chansonniers J.-B. Clément, Marcel Legay, Jules Jouy etc... Lui-même tournait agréablement le vers. C'est Lissagaray qui le format au journalisme. C'est aussi lui qui en fit un socialiste. Au fond, Richard était un bon bourgeois et il prépara la Révolution sans conviction. Il devint rapidement un excellent journaliste, disons le mot, un maître. Gustave Téry, tout normalien qu'il était, reconnaissait plus tard la supériorité de Richard. Rédacteur d'un petit canard hebdomadaire intitulé *Le Chambard*, Gérault poussa l'outrance jusqu'à traiter la maison de Casimir Périer, alors président de la République de « lupanar ». Poursuivi en cour d'Assises (on poursuivait encore ce genre de délit !) il fut défendu par Jean Jaurès, qui, bien entendu, le fit condamner au maximum « treize mois de prison ». La fortune de G. Richard était faite ! Les électeurs du XIII^e arrondissement firent du prisonnier leur député et hâtèrent ainsi sa libération. On dit que les insultes de Richard firent déborder la coupe d'amertume que tenait en main Casimir Périer et qu'elles furent une des causes de sa bruyante démission.

Gérault-Richard eut des succès d'orateur et d'écrivain. Il parlait avec une bonhomie pleine de roserie, avec un accent manceau qui rendait ses critiques plus piquantes. Il se fit

une grosse situation dans le journalisme. C'était un incroyable prospecteur de mécènes. Quand il avait empoigné un capitaliste, il le vidait à fond. Sous ce rapport, Gérault était une véritable fille de l'opéra ! Un rat rongeur !

Battu à la députation dans Paris, il trouva le moyen d'empaumer Legitimus, député de la Guadeloupe et de se faire envoyer au parlement par les nègres. Ses campagnes électorales furent célèbres et il était devenu très populaire aux Antilles. Quand il arrivait là-bas, toutes les cuisinières et les bonnes d'enfants rendaient leur tablier et suivaient le député en troupes. Il était précédé d'un orchestre. Quand il arrivait dans un village, on lui amenait une petite négresse nubile pour qu'il lui fit un enfant. Avant son départ de Paris, Gérault faisait fabriquer une quantité de petites médailles qu'il remettait comme souvenir, à toutes les petites négresses qu'il avait déflorées. Il fut rédacteur au *Matin*, très ami de Bunau-Varilla ; il fit longtemps l'éditorial de *La Petite République* qui tirait alors à 100.000. Il fut l'objet d'une saleté de la part de Maurice Dejean qui le débarqua.

Il retrouva rapidement des commanditaires et fonda successivement *Messidor* et *Paris Journal*. Jules Renard qui fut son collaborateur l'a mal apprécié dans son *Journal*. Hélas ! Si ce pauvre Richard payait mal ses collaborateurs, c'est qu'il était toujours lui-même à court d'argent. Il vivait largement. Cet ancien bohème me disait, en 1909 : « *Que veux-tu ? Mon vieux Maurice, on ne peut pas vivre à Paris à moins de cinq-cents mille francs par an !* ». Comme il était un peu snob, il chiffonnait des paquets de billets de banque et les mettait en tas dans ses poches. Un jour dans un café, il en jeta ainsi un paquet sur la table en me disant : « *Et j'ai jadis poussé les wagons pour trois francs par jour !* ».

Je retrouverai sur mon chemin. Il est mort vers 1911, en laissant à sa femme une fortune considérable et un château aux environs de Gien.

—

Je m'aperçois que je n'ai pas tout à fait justifié le titre de ce chapitre « Un calvaire électoral ». C'est que jamais je n'ai eu dans ma vie autant de difficultés que durant ces sept mois. Je me sentais mal installé. La prudence m'obligeait à conserver jalousement ma clientèle au barreau du Mans. Car je devais m'assurer la matérielle. Je passais donc mes nuits en chemin de fer. Je plaidais au Mans et en dehors. A ce moment, un député touchait net environ 6 à 700 francs par mois, les appointements d'une femme de chambre d'aujourd'hui. C'était la misère ! Je gagnais, comme avocat, environ 1000 francs par mois. Ces 1000 francs m'étaient strictement indispensables. En dehors de cela, je n'avais pas plus de 3000 francs de rentes en valeurs. J'étais toujours gêné et je mettais ma pauvre femme à la portion congrue. Mon fils en Allemagne me coûtait cher. Ma femme réalisait des prodiges d'économie ; je dois lui conserver une reconnaissance profonde. Elle a été le soutien de ma vie. Sans elle, je serais coulé à pic.

Toutes les semaines, je continuais ma période électorale, visitant 4 ou 5 communes. J'avais un siège social à La Chapelle-Gaugain auprès de ma chère maman qui était très fière de voir son fils député. Pour être juste, je dois dire que mon frère Georges m'a aidé dans la mesure de ses forces. Il était conseiller général du canton de Montoire et nous n'étions séparés

que par le Loir. Il avait beaucoup d'amis dans le canton de La Chartre-sur-le-Loir et il ne cessait de faire de la propagande en ma faveur. En a-t-il assez débouché de ces bouteilles de vin ? Je l'écris à ma honte, comme j'avais la réputation d'être avancé, j'étais soutenu par la clique de chaque canton. Les socialistes qui devaient me combattre avec acharnement quelques années plus tard faisaient campagne pour moi. Nous étions en pleine guerre religieuse, car les élections de 1906 se firent sur l'application de la loi de séparation des Eglises, sur la question des inventaires. À vrai dire, les catholiques se montraient fort maladroits. Ils crièrent à la persécution, alors qu'ils étaient traités d'une manière fort anodine. Le Pape avait refusé une transaction acceptable qui consistait dans l'établissement d'associations culturelles. Les catholiques se croyaient beaucoup plus puissants qu'ils n'étaient en réalité. Je le dis en rougissant, c'est la haine religieuse qui a surtout facilité ma réélection. Mes électeurs ne savaient pas exactement ce qu'était le positivisme et ne savaient pas que ma philosophie me permettait d'admirer l'œuvre du catholicisme. Ils ne voyaient en moi qu'un voltairien, un mécréant et c'était la base de ma popularité.

Je faisais face à toutes mes obligations : présence au parlement, conférences, plaidoiries. Je remercie mes ancêtres de m'avoir donné une telle force de travail. Vraiment, j'ai été superbe d'activité et je me demande comment j'ai pu me conserver jusqu'à 71 ans après avoir mené des combats pareils.

Chose curieuse, mes adversaires de droite ne se doutaient pas de mes progrès. Et ils préparaient sournoisement une reprise de la candidature Buisneau. Les Castelloriens étaient fiers de m'avoir terrassé. J'ai dit que j'avais eu dans leur canton si dévoué à la famille Cavaignac, 2000 voix de minorité. L'adversaire que je redoutais le plus était M. Louis de Chauvigny, l'ancien maire de Bessé sur Braye, beau parleur, très crâneur. Fin lettré, tournant agréablement le vers, il était l'arrière-petit-fils de l'illustre Chodruc de Laclos, l'auteur des *Liaisons Dangereuses*.

C'était un vrai libéral ; il avait été quelque peu dreyfusard, mais sa particule lui nuisait. Je ne sais trop comment il s'était brouillé avec la famille Cavaignac. Je crois qu'il avait écrit un roman intitulé *Les Souliers du mort* dans lequel il avait esquissé un portrait assez déplaisant de l'ancien ministre de la Guerre. M. de Chauvigny m'a donné du fil à retordre ; il est d'ailleurs depuis devenu mon ami.

Ah ! Oui ! J'ai travaillé dur et j'ai passé bien des nuits fiévreuses dans la modeste chambre du petit hôtel meublé que j'habitais 9, rue de l'Université.

À part la proposition de loi sur les bouilleurs de cru que je signais avec Henri David, mon travail parlementaire fut nul. Je fis comme le jeune chat qui reconnaît les couloirs de la maison en se cognant le nez contre les murs.

Je savais que je jouais une rude partie. Il fallait la gagner ou plaider toute ma vie le mur mitoyen.

En avril 1906, je recommençai une troisième tournée dans toutes les communes de la circonscription.

À Saint-Calais, le Docteur Gigon continua de me bouder jusqu'à la réunion finale où intervint une réconciliation assez curieuse dans des conditions que je raconterai.

A Bouloire, Breteau me soutint avec beaucoup d'ardeur. Il comptait se servir de moi comme d'un instrument.

A Vibraye, la situation était délicate. Le docteur Cacaud et le conseiller général Louis Chemniais se détestaient cordialement. Le maire Léon Lory détestait également Cacaud. J'étais obligé de mesurer mes visites, de les doser. Si j'avais déjeuné une fois de plus chez Cacaud que chez Chemniais, je m'aliénaï ce dernier. Je n'étais pas facile à combattre, car tous les voyous du pays, les poivrots et les gueulars, tout ceux qui devaient me déchirer plus tard étaient alors avec moi. Mon concurrent Buisneau qui pourtant n'avait jamais à la messe était catalogué comme un chouan, parce qu'on soupçonnait les curés de voter pour lui.

A la Chartre-sur-le-Loir, j'étais aussi peu combattu. Le docteur Ernous avait été nommé conseiller général, grâce à moi et m'en conservait une certaine reconnaissance. Sa femme avait la cuisse légère ; elle avait de plus la manie des lettres anonymes et elle était foncièrement détestée. J'avais comme sous-préfet à Saint-Calais un brave garçon roublard et dévoué qui s'appelait Colette et m'a rendu de grands services. De tradition, tous les sous-préfets couchaient avec Madame Ernous. Colette me conseilla de dîner chez elle le moins possible et de refroidir les relations officielles. Ce n'était pas commode ! Il fallait des chefs-d'œuvre de diplomatie.

Au Grand-Lucé, j'étais roi. Les habitants étaient fiers d'avoir leur député bien à eux !

Château-du-Loir était la place forte de l'adversaire. Le maire s'appelait Joly et me combattait ouvertement. Il est vrai que les membres de mon comité étaient les gens les plus méprisés du pays. Il y avait même des voleurs. Buisneau était très sympathique, très brave homme. Ses amis, n'ayant pas confiance dans ses talents oratoires, firent venir de Paris pour le soutenir deux hommes de talent, Joseph Avril, rédacteur du *Figaro* et Gaston Dumesnil avocat à la cour de Paris (lequel devint plus tard député d'Angers. Il a été un des 13 députés morts au champ d'honneur).

Cette collaboration fit à Buisneau plus de mal que de bien. Cela faisait dire : « *Ajam n'a pas besoin d'avocats !* ».

La lettre de 1899

Donc, c'était à Château-du-Loir que s'organiser la campagne. Je vais donner une idée de ce qu'était mon comité.

Environ trois semaines avant l'élection, je fus convoqué solennellement par le bureau qui se composait d'un nommé Guérin, diffamateur professionnel et de deux ou trois bonshommes tarés. Je les vois encore derrière une table dans l'arrière-boutique d'un café. « *Nous allons vous soutenir*, dit le président, *mais il faut nous donner 10.000 francs !* » « *Pourquoi faire ?* » demandai-je à mon tour, « *Pour créer un journal !!!!* ». « *Messieurs*, répondis-je avec gravité, *je vous emmerde !* ». Ils se regardèrent stupéfaits. On sut dans le

pays comment je les avais traité et cela m'attira des sympathies. Je gagnai dans le canton plus de mille voix sur mon élection précédente ; mais on commença à me tenir en suspicion dans les partis avancés.

Je n'avais guère fait que copier l'attitude prise, en 1883, par un conseiller général, républicain modéré, un diplomate nommé Paillard-Ducléré et qui fut longtemps conseiller général du canton de Ballon.

Le comité radical d'Ecommoy s'était rendu à son château pour lui proposer la candidature contre Gaston Galpin. Paillard-Ducléré était républicain genre de Marcère, c'est-à-dire, rallié légalement, mais catholique. Les radicaux lui enjoignirent comme condition de mettre dans son programme la suppression du Concordat. « *Messieurs, répondit Paillard, je vous emmerde !* » En sortant les radicaux (des ruraux) se poussaient du coude et l'un d'eux de dire : « *Il est tout de même davantage républicain qu'on n'y pensait !* ».

Ces radicaux étaient au fond de braves gens. Ils n'avaient que le défaut commun à tous les humains lorsqu'ils se mêlent de politique : la crainte de ne pas paraître assez avancé.

Ce n'est pas de leur faute si nous leur avons créé un idéal antireligieux. Le clergé a été maladroit et il est excusable d'avoir été maladroit. Comment amener des catholiques de bonne foi à se dire : « *Nos idées religieuses s'écroulent et nous devons assister impassibles à la catastrophe, nous adapter à l'incroyance, sauvegarder seulement le peu qui demeure de moralité dans la génération qui monte ?* ».

La position des positivistes est embarrassée. Ils savaient fort bien que la négation voltairienne mène à la destruction du régime social et ils ne peuvent présenter au peuple, en remplacement, qu'une philosophie à l'usage d'une élite ! Mais j'ai ouvert ici une trop longue parenthèse et je dois rentrer dans mon sujet.

La période électorale – la légale – commença à la fin du mois de mars. Les nationalistes de Château-du-Loir ouvrirent immédiatement le feu. D'Aubigny qui marchait officiellement avec eux, me prévint de la possibilité d'un coup de Jarnac. « *Je possède, me dit-il, l'original de la lettre que vous avez écrite, en 1898 ou 99, à La Patrie Française. Elle a été maladroite. Je vous préviens que le jour où mes amis politiques me demanderont cet original, je ne pourrai pas le refuser.* ».

Les débuts de ma campagne furent brillants. J'étais bien accueilli partout. Cet arrondissement a toujours été violemment anticlérical. Les curés se remuaient et faisaient mon jeu. J'étais désolé de voir tant d'honnêtes gens dressés contre moi et d'être qualifié de sectaire, moi qui suis le plus tolérant des hommes. Il y eut, au Grand-Lucé, un violent attrapage entre Dumesnil et moi. Nous échangeâmes même des témoins, mais cela n'eut pas de suite, Dumesnil ayant, à juste raison, refusé de prendre l'affaire au sérieux.

Tout allait bien, lorsque la bombe éclata quelques jours avant l'élection. On afficha ma lettre. J'en ai déjà parlé. Elle prouvait que j'avais eu des sentiments très nationalistes en 1899. On put rapprocher cette lettre de mon attitude boulangiste en 1887. En tout autre circonstance, j'aurais été desservi et j'aurais risqué gros... Si j'avais eu contre moi un candidat de gauche,

Gigon par exemple. Caillaux qui me jalousait eut la naïveté de croire que l'on m'avait ainsi porté le coup du lapin. C'est ce jour-là qu'il me dit : « *Il ne faut jamais écrire qu'à son bottier et redemander la lettre !* ». (Mot de Giboyer)

J'avoue que je n'étais pas trop rassuré. J'eus l'idée ingénieuse de faire courir le bruit (par mon dévoué secrétaire Paul Pinsan) que cette lettre avait été confidentiellement écrite par moi à Cavaignac et que j'étais victime d'une trahison de la part de la famille Cavaignac, et même qu'un délit avait été commis contre moi.

Je savais en effet que Gigon était animé d'une haine violente contre la famille Cavaignac. Mon système réussit au-delà de toute espérance. Gigon me fit prévenir par Tartinville (ami commun) qu'il était outré du procédé et que, pour protester, il présiderait ma dernière réunion au théâtre de Saint Calais. Ce fut la plus belle réunion de ma vie. On faillit me porter en triomphe. Gigon me serra publiquement la main. Et je fus élu à la formidable majorité de 3500 voix. Buisneau était écrasé. On dut remiser le champagne qui avait été commandé à Château du Loir par le comité Buisneau. Même dans ce canton, j'avais conquis la majorité. Et ce ne fut pas mon apogée !

Quant à Caillaux, il était nettement battu par Fernand d'Aillières. Pendant la nuit, le préfet, avec la complicité de Decosse et du sous-préfet, lui trouva les 28 voix qui lui manquaient. Il fut proclamé élu. Nous étions les plus forts. Après tout, c'était encore moins scandaleux que dans le Midi !

A partir de 1906

Caillaux élu à 28 voix de majorité

Bouttié élu au Mans par plus de 2000 voix de majorité contre Ernest Fouché

Hippolyte Laroche battant à La Flèche d'Aubigny par 800 voix.

Les élections étaient donc favorables aux républicains de gauche, sauf dans le Mans-Rural où Gaston Galpin écrasait Lebert de 3000 voix.

Lebert se voyait battu pour la seconde fois ; il avait dépensé 25 à 30.000 francs, mais les événements ont prouvé depuis qu'il avait fait un excellent placement. Il revenait de loin et se sacrifier était nécessaire pour républicaniser l'ancien secrétaire d'André Vilfeu, pour faire oublier qu'il avait été au Mans le représentant du parti bonapartiste au conseil municipal.

Lebert se trouva longtemps dans une position fautive. Le fait d'avoir combattu Gaston Galpin le plaça parmi les têtes de Turc du journal *La Sarthe* et l'exposait aux attaques permanentes du terrible joueur qui était et est demeuré Fournier-Carville. (Au moment où j'écrivais ce passage il avait 80 ans, était presque aveugle, cardiaque, rhumatisant et il burinait encore un article avec du vitriol). Il est mort en 1930.

Caillaux ne pouvait pas sentir Lebert, car il n'a jamais aimé ses égaux en intelligence. Il fut aussi content de son échec qu'il avait été mécontent de mon succès.

Pourtant, dans une manifestation consécutive à notre victoire, dans un grand banquet qui réunit 2000 électeurs sur la Promenade des Jacobins, banquet mal servi et qui fut dénommé « déjeuner de la fringale », on rendit à Lebert le légitime hommage qui lui était dû.

Nous eûmes le tort néanmoins, dans le clan Caillaux, de ne lui ouvrir les bras qu'à moitié. Nous n'avions pas compris que les honnêtes républicains du département avaient loyalement accepté Lebert comme un ami, qu'ils lui étaient même demeurés reconnaissants. Mon tort fut de devenir le plat serviteur de Caillaux. Je dois dire à ma décharge que j'étais surtout son prisonnier. Si j'avais voulu montrer quelque indépendance, j'eusse déchiré le département et ma vie n'aurait pas été tenable.

Ma faiblesse provenait surtout de mon manque de ressources. Pour faire de la grande politique, il faut avoir de l'argent. Le vote des quinze mille francs qui rendit le parlement si impopulaire mit un peu de beurre sur mon pain. Mais cela ne compensait pas mes charges.

Je fus obligé de me contenter à Paris d'un horrible pied-à-terre, d'abord au numéro 14 de la rue Alexandre Cabanel (place Cambonne), ensuite au n° 21 de la rue Guénégaud, près La Monnaie. De 1906 à 1914, j'ai continué de plaider autant que j'ai pu. J'ai donc travaillé d'une manière infernale. C'est ce qui a gêné le développement de ma situation parlementaire.

J'avais été assez habile en ne sollicitant aucune commission importante et en m'effaçant devant les anciens. Il me suffisait de voir ma nouvelle situation de député consolider mon cabinet d'avocat. Réellement, je n'avais pas d'ambition parlementaire. Je sentais que je ne pouvais être qu'une doublure de Caillaux. Si j'avais eu un peu d'audace, j'aurais pu me lancer dans les débats techniques, faire comprendre que j'avais quelque valeur. Ma timidité m'a retenu dans le rang. Je n'ai pu gagner du terrain que par la sympathie que j'inspirais, par ma loyauté, par ma franchise. Beaucoup de gens pontaient déjà sur mes chances alors que je ne m'en croyais aucune.

Dans mes souvenirs, je n'aperçois qu'une intervention à la tribune, lors du débat sur la suppression de la peine de mort. Je soutins un amendement fort original qui aboutissait à permettre au jury, maître de la peine, d'opter entre la peine de mort et l'encellulement perpétuel. M. Henri Brisson, président, signala l'importance de mon intervention.

C'est vers cette époque que j'entrai au *Siècle*, avec Yves Guyot et de Lanessan. J'y conquies l'estime du papa Henri Brisson. Je fis la connaissance d'Armand Massip, de Paul Desachy, de Maurice des Ombiaux, d'Aulard, d'Hanotaux etc...

Madame de Lanessan qui était intelligente et lettrée réunissait chaque dimanche dans sa propriété d'Ecouen des parlementaires et des littérateurs. Je manquai rarement à ces agapes. De Lanessan me prit en affection. C'était un brave homme, très savant, très fin, mais discoureur et tout plein de systèmes. Il élevait chez lui des singes, et des cobayes pour étudier la théorie de l'évolution.

Après avoir été vice-roi de l'Indochine et ministre de la Marine, il était demeuré pauvre. Les armateurs se cotisaient pour lui faire une pension. Il est mort assez misérablement dans un petit logement, 5 rue Mizeon.

C'est chez de Lanessan que je fis connaissance avec Henry Bérenger. Il venait de se brouiller avec Gustave Téry qui fit paraître contre lui un pamphlet terrible sous ce titre : *Le Bohême politique*.

Bérenger était un ancien élève du lycée de Coutances où il avait eu pour professeur un de mes vieux amis, M. Délépine, mort au Mans inspecteur d'académie. Délépine l'avait connu croyant et monarchiste. Son premier livre, *L'aristocratie intellectuelle*, révèle un disciple de Maurras.

Comme beaucoup de catholiques, Bérenger est passé brusquement à la libre-pensée la plus fougueuse. Il est devenu l'associé du fameux abbé Charbonnel, une sorte de Léo Taxil. Il mangeait alors non seulement du curé mais de la vache enragée. Il était dans une misère noire. Je ne veux pas ici rééditer la *Brochure rouge* de Théry, mais il est certain que les conversions de Bérenger ne furent jamais désintéressées.

C'est un type qui a su se débrouiller. Il a créé *L'Action* où il a défendu avec talent les idées de M. Homais. Il est devenu l'un des piliers du Parti radical socialiste. Il disait cyniquement : « *Il y a trop de gens de premier ordre chez les socialistes et les modérés. On ne peut se faire une place que dans ce parti de crétiens !* ». J'ai entendu plus tard Caillaux dire la même chose.

Aujourd'hui Henry Bérenger a un hôtel, deux autos et une fortune estimée à plus de vingt millions. Il s'est enrichi par le pétrole. Nous le retrouverons pendant la guerre de 1914.

Le Parlement

J'écris au fil de mes souvenirs, avec d'inévitables répétitions. Je m'excuse. J'ai mis plusieurs années à connaître les trucs du Palais-Bourbon. Je n'ai trouvé aucun initiateur et j'ai dû gagner mon expérience tout seul.

J'ai cependant été assez habile pour ne pas me lancer trop tôt. Ma modestie était sincère, mais aussi je comprenais qu'avec un maître dans le genre de Joseph Caillaux, je devais me faire tout petit.

Ce qui m'a surtout manqué, c'est l'argent. J'ai toujours été besogneux. Or, dans la vie parlementaire, il faut posséder un capital de premier établissement. Pour devenir un camarade, il importe d'inviter à déjeuner les députés qui sont susceptibles d'arriver. La vie parlementaire est une vie électorale. A chaque minute de la journée, on est candidat à quelque emploi.

La première condition pour parvenir est d'être présent, dans les commissions, dans les couloirs, à la buvette, plus encore qu'à la séance ! Avant de monter à la tribune, il faut faire un métier de termite et d'innombrables travaux d'approche. Choisir d'abord les commissions les moins recherchées et se spécialiser dans une ou deux, pas plus. Edouard Barthe, sans aucun talent, est parvenu à une situation considérable par la commission des boissons qui n'est même pas cataloguée parmi les grandes.

Attachez-vous à votre commission comme l'huître au rocher, comme le lierre au chêne, comme la sangsue à sa proie. Vous finirez par décrocher quelque substantiel rapport et, si le travail vous ennuie, vous trouverez dans quelque bureau un nègre qui s'attachera à votre fortune et vous servira de secrétaire pour rien.

Pascal Ceccaldi qui était très médiocre, avant de devenir le Pylade de Caillaux, avait découvert un petit fonctionnaire chassé pour vol de l'administration, Albert Dubarry, instruit et intelligent. Dubarry se servit de Ceccaldi pour en faire un instrument de ses vengeances et quand ce dernier devint (ce qui est incroyable !) membre de la commission du budget et rapporteur des colonies, ses rapports devinrent des pamphlets qui eurent le don d'empêcher le ministre Gaston Doumergue de dormir. Je devrai revenir quelque jour sur l'historiette de ce Pascal Ceccaldi qui a été l'un des mystérieux auteurs du drame dans lequel Caillaux a sombré au moins passagèrement.

Je pose en principe qu'un député ayant une circonscription à peu près sûre, d'intelligence moyenne, mais doué de persévérance peut, en une dizaine d'années, parvenir forcément à un ministère qu'il aura choisi ou à un gouvernement général. On peut toujours tabler sur la paresse, la veulerie, la lâcheté de la majorité des camarades.

Mon expérience me prouve qu'il est plus facile d'arriver en montrant un caractère désagréable qu'en cherchant à inspirer la sympathie. Seulement, avoir un caractère désagréable, c'est déjà avoir un caractère. Il n'est pas donné à tout le monde de devenir un maître-chanteur. Après tout, il vaut peut-être mieux faire alterner la sympathie avec la mauvaise humeur. C'est le système de la douche écossaise !

Dans les premières années de ma vie parlementaire, les commissions étaient élues dans les bureaux, les bureaux se composant d'une quarantaine de députés tirés au sort. Chaque bureau désignait au vote trois membres de chaque commission, la commission des finances ou du budget étant particulièrement recherchée. Je fus d'abord membre de la commission de l'armée, puis de la commission des boissons. Je jouais un rôle insignifiant. Je ne paraissais pas pressé. Je me faisais des relations.

Caillaux me détestait profondément. Gérault-Richard m'a dit qu'il s'exprimait sur mon compte en termes haineux. Il avait la terreur de me voir compter à côté de lui. Il ne voulait que des valets. Malgré cela, beaucoup de jeunes comptaient sur moi. Des vieux aussi : le papa Brisson m'a protégé au moins autant que Paul Doumer.

Me voici conduit à parler de ces deux hommes. Je prends Paul Doumer le premier. Il n'est pas permis de le classer parmi les hommes de premier plan. Ce fut surtout un manœuvrier. Très pauvre, répétiteur de collège, chargé de famille, il avait d'abord appartenu au parti radical avancé. Il était alors député de l'Yonne. Les modérés le trouvant encombrant s'en débarrassaient en lui donnant la grasse prébende du gouvernement de l'Indochine. Il y réussit, car c'était un gros travailleur. Il y gagna quelque pécune et de la notoriété. Ce qui a fait le succès de cet homme, c'est son activité dans un milieu de lézards, sa chasteté dans un milieu de sadiques, sa sobriété dans un milieu de jouisseurs.

On m'a affirmé qu'étant un jour au restaurant Larue, au milieu de jolies femmes, il dit en souriant à l'un de ses amis : « *Me voici excité, il est temps que j'aïlle trouver Madame Doumer* ».

Joseph Reinach disait de lui : « *Il ne mange pas, il ne boit pas, il ne fume pas, il ne baise pas : on ne sait pas par quel bout le prendre !* ». Ils étaient amis.

J'ai dit que Doumer m'avait embauché presque immédiatement ; il m'a toujours considéré comme un des siens. En 1905 et 1906 il sortait de sa lutte contre Combes. Il avait été nommé président de la chambre par la droite. Mon amitié connue avec Doumer eut le don d'irriter Caillaux. La vérité est que j'étais bien obligé de m'appuyer sur ceux qui me manifestaient quelque sympathie.

Caillaux n'a rien fait pour m'être utile. Il ne m'a considéré que quand je me suis imposé.

C'est par Doumer que je suis entré au *Siècle* où j'ai fait apprécier ma signature. J'assistais chaque semaine au déjeuner chez Durand, place de la Madeleine.

J'ai déjà dit que je menais une existence fort dure, car j'étais obligé de plaider au Mans. C'est vers cette époque que je pris comme secrétaire Georges Bouvier qui devait devenir mon gendre.

Je fis à Doumer des confidences sur ma situation. On avait bien porté le traitement des députés de 9000 francs à 15.000 francs, mais ce n'était pas encore suffisant pour faire face à toutes les charges. Paul Doumer me présenta d'abord à Edouard Fontane, directeur du syndicat du bâtiment, 3 avenue Victoria. Fontane, enfant du Gard, était un ami de Gaston Doumergue. Intelligent et débrouillard, il se fit rapidement une situation à Paris. Les entrepreneurs de travaux publics, parmi lesquels les frères Fougerolle, avaient organisé une mutualité pour appliquer la loi de 1898 sur les accidents du travail, loi qui faisait peser un poids terrible sur les épaules des patrons du bâtiment. Ils avaient d'abord choisi un jeune homme de première force, mais d'une moralité douteuse, Edmond du Mesnil lequel devint plus tard un de nos meilleurs journalistes.

Du Mesnil commença par manger la grenouille, car c'était un gaillard qui avait de gros besoins. Je le retrouverai sur ma route ; il sera célèbre par ses démêlés avec le maréchal Joffre. On se contenta de le mettre à la porte et de faire le silence. Fontane remit l'ordre dans la maison et fit du syndicat de l'avenue Victoria un des plus puissants de France.

Il dirigeait un journal mensuel dont Gaston Doumergue était le rédacteur en chef : *Les Etudes professionnelles des Travaux publics*. Pierre Baudin y rédigeait également. Je fus admis dans l'équipe et c'est la première fois que je vis payer 300 francs chacun de mes articles. C'est dans ce milieu que je pris contact avec Doumergue qui me témoigne depuis une sympathie inaltérée. Millerand était aussi l'un des anges de cette bonne maison.

C'est par Fontane que je connus Lucien Delmas, directeur de la Préservatrice et l'un des grands hommes de l'assurance. De fil en aiguille ces relations me conduisirent jusqu'au

Baron Cerise, président de l'Union des intérêts économiques, directeur de *L'union*, lequel me fut particulièrement utile, comme on le verra par la suite.

De 1906 à 1910, je me débrouillai. J'ai déjà expliqué combien ma situation était difficile. J'étais obligé de rechercher encore la clientèle au Mans et j'avais à peine de quoi mener le train d'un parlementaire.

Mes honoraires journalistiques commencèrent à faciliter mes fins de mois.

Vers 1908, je rencontrai Armand Massip qui avait d'abord été administrateur du *Siècle* avec Yves Guyot et Qavec de Lanessan et qui fonda un petit organe hebdomadaire appelé *L'Informateur parlementaire*, 12 rue Grange Batelière. Massip vivait surtout des émissions financières et il avait autour de lui une équipe de députés parmi lesquels Raoul Péret. C'était un honneur de faire partie de l'équipe Massip et cela vous ouvrait des espérances ministérielles. C'est là que j'ai connu Raoul Péret, Marc Réville, Joseph Noulens, Octave Lauraine, Steeg, Messimy (les inséparables) et aussi Charles Chaumet.

Le mécanisme des coulisses du Parlement

Le moment est venu d'insister sur l'histoire de ce monde spécial qui gravitait autour du parlement et d'indiquer comment les grands intérêts organisent leur défense contre la démagogie.

Les jeunes députés qui arrivaient en masse tous les quatre ans au nombre d'environ 200 ne connaissaient en général (à part les Parisiens) rien de la vie du Palais-Bourbon.

Le gouvernement n'ignore pas les siens ; il les a fait élire et ils sont liés à lui par la reconnaissance et l'intérêt.

A l'époque où je suis entré au Palais-Bourbon (je ne crois pas que les choses aient bien changé depuis) les ministres se recrutaient dans une catégorie spéciale de gens qui opéraient par cooptation. Ce clan comprenant les chefs des 3 ou 4 partis susceptibles de gouverner. Tout en se jalouant entre eux, ils se ménageaient et n'acceptaient parmi eux que les jeunes capables de se pousser des coudes. Pour parvenir dans cette élite, il fallait se montrer grincheux, embêtant, exercer un chantage perpétuel.

Pour ces individus, toute la politique consistait à se conserver le plus longtemps possible au pouvoir. Ils connaissaient l'art de tomber à temps pour ne pas trop s'user. Rentrés dans le rang, ils préparaient sagement une élévation nouvelle. Ils avaient le plus souverain mépris pour les comitards du dehors, mais ils leur réservaient des avantages susceptibles de maintenir leur zèle.

La France n'était qu'une grande Corse où des familles politiques se partageaient la puissance et les profits.

Le député a, dans son arrondissement, ses comités, sa clientèle, ses agents. Il dispose de la nomination aux petits emplois ; il a son sous-préfet à lui. Quand un député fait partie de la majorité, aucun ministre de l'Intérieur ne se permettrait de changer son sous-préfet sans demander l'autorisation.

Le préfet est surtout à la disposition du député ministre ou ministrable.

Dans la Sarthe, jusqu'à la guerre, les préfets n'ont été que les domestiques de M. Joseph Caillaux.

La plupart des députés arrivant de Paris n'avaient pas le pied parisien. Ils n'étaient ni des ignorants, ni des imbéciles, mais ils ne connaissaient rien des grandes affaires. Issus du café du commerce, ils étaient teintés de la démagogie bavarde qui distingue les voyageurs de commerce. Pleins de bonne volonté et honnêtes en général. Il ne faut tout de même pas croire que les électeurs soient assez bêtes pour se laisser embobiner par des crapules. Un député est obligé d'avoir une racine dans son département. Il est connu, il vit dans une maison de verre.

S'il y a beaucoup de charlatans qui réussissent à se faire élire, le peuple repousse aussi une grande quantité d'ambitieux et de m'as-tu vu.

L'échec du général Mac Adaras a été dans l'arrondissement du Mans un exemple du mépris que le corps électoral professe à l'égard des bluffeurs même quand ils sont riches. Dans notre Marne, il n'est pas facile de percer si l'on n'est pas du pays.

En 1910, nous verrons un nommé Charles Ligneul, vague avocat de Paris, échouer dans la 2^e du Mans parce que ses hâbleries avaient choqué le bon sens de nos paysans.

Nous avons vu arriver à la chambre des fous comme Grenier le musulman, des acrobates comme Vuillod, l'homme canon, des joueurs de vielle, comme le p'tit Charles (de la Nièvre). Mais cela est passager, c'est une bonne farce que se paye de temps à autre le suffrage universel : ça ne dure pas !

Pour arriver, les députés, même les plus modérés, ont été obligés de paraître avancés, d'aller à gauche. Ils ont tous promis beaucoup plus qu'ils ne peuvent tenir. Presque toutes les circonscriptions sont mi rurales, mi urbaines ; or les cultivateurs ont des intérêts différents de ceux des commerçants. On s'engage envers les uns et envers les autres ; puis, quand on est pourvu, on se débrouille. La danse sur la corde raide ne peut pas toujours durer ; mais avec de bons agents, on arrive à calmer les mécontentements. Il faut rendre beaucoup de petits services personnels, de manière à ce que les gens disent de vous : « *Il s'occupe* ».

Quand un député intelligent aperçoit les difficultés du gouvernement, il est obligé de mettre de l'eau dans son vin. Il parvient rapidement à comprendre que le régime capitaliste est une nécessité et que les grandes affaires, même quand elles sont conduites par des forbans, sont une condition de la prospérité générale.

Avant d'être parlementaire, mon bon sens naturel m'avait mis en défiance contre les monopoles d'État. Or, l'une des clauses du programme radical portait sur l'extension des monopoles.

Quand je suis arrivé au Palais-Bourbon, Zévaès venait de déposer un rapport sur la nationalisation des mines et Fernand Buisson, un rapport sur la nationalisation des assurances.

Quand je parlai à quelques-uns de mes collègues de ces projets formidables, ils me répondirent en clignant de l'œil : « *Ne vous en faites pas* ». Je m'aperçus alors que les socialistes eux-mêmes ne tenaient pas beaucoup à nationaliser.

Les radicaux justifiaient leur épithète de socialistes en se proclamant partisans de la révision des contrats qui avaient aliéné les droits de l'état. C'était une menace contre les chemins de fer et contre les mines.

Mais tout le monde comprenait que la nationalisation serait une gabegie. Il suffisait de voir de près comment fonctionnaient le monopole des tabacs et l'Imprimerie nationale.

Bien qu'ayant pour elles la raison, les grandes compagnies privées se défendaient en cherchant dans le Parlement des avocats-conseils. Quand j'étais simple avocat, j'avais horreur de ces avocats politiques qui nous concurrençaient en utilisant leurs influences.

Les grandes firmes recourent à des avocats parlementaires et les paient grassement, même quand leur talent est médiocre, parce que c'est un excellent moyen de les attacher à leur cause. Les députés en question ne sont pas malhonnêtes. Ils se font payer, mais ils peuvent dire avec Mirabeau qu'ils ne se vendent pas.

Si je m'étais fait inscrire au barreau de Paris, j'aurais pu ainsi trouver des affaires. Mais je n'ai pas pratiqué cette méthode. Ce sont mes idées d'économiste qui, développées dans quelques journaux, m'ont rendu sympathique au grand patronat et son amitié m'a surtout procuré l'entrée dans de grands journaux.

Dans tous les pays parlementaires, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, les firmes industrielles se défendent ouvertement de cette façon-là. On sait que Lloyd George fut longtemps l'avocat conseil d'une firme de télégraphie sans fil.

Les plus malhonnêtes des parlementaires sont souvent les socialistes, car ceux-là se laissent véritablement acheter. Il y a des rapports sur la nationalisation qui n'ont jamais vu le jour parce que leur auteur s'était fait suffisamment arroser. Ces maîtres chanteurs ont toujours abondé dans les milieux avancés.

Ainsi, le socialisme m'est toujours apparu au Parlement comme un moyen d'extirper aux grandes sociétés anonymes le plus d'argent possible. Il y a des journaux socialistes qui ont été ainsi entretenus par de grands bourgeois et *L'Humanité* a été fondée par des capitalistes juifs. Louis Louis-Dreyfus dont je reparlerai plus tard et dont j'ai été l'ami a joué ce jeu éclectique et dangereux.

Je m'excuse d'écrire ces souvenirs avec beaucoup de désordre, mais ils reviennent pêle-mêle et bien que je crois, à 67 ans, n'être pas encore gaga, je me sens parfois un peu décousu. Après tout, c'est peut-être ce pêle-mêle qui plaira à mes petits-enfants.

Depuis une trentaine d'années, il s'est créé en France trois espèces de presse :

1° Une petite presse financière qui vit uniquement du chantage et qui se borne à diffamer les émetteurs d'actions lors de la création des sociétés anonymes. M. Morain, préfet de police, me disait un jour qu'un individu doué d'un peu d'intelligence et ne craignant ni un coup de trique ni trois mois de prison pouvait aisément se faire à Paris 200.000 francs de rentes.

La Société générale fut un jour tâtée par un de ces bandits qui la menaça d'afficher sa prochaine banqueroute au cas où il ne lui serait pas versé 100.000 francs. La société voulut résister ; l'individu fit poser les affiches et ce fut une ruée de déposants vers les guichets de la banque. Il fallut transiger.

Un maître-chanteur finit par être condamné mais il faut pour l'atteindre au moins trois ans de procédure

2° A côté de la presse qu'on peut appeler presse officielle de chantage, il existe une dizaine de petits journaux qui gravitent autour du Parlement et qui tirent à quelques centaines d'exemplaires. Ils font aussi du chantage mais d'une manière plus adoucie. La plupart appartiennent à de riches mécènes qui veulent ou avoir une action politique ou se faire décorer ou devenir députés. Que j'en ai vu naître, disparaître, et même durer de *Lanterne*, *Justice*, *Messidor*, *Paris-Journal*, *Rappel*, *Radical*, *Homme Libre*, *France*, *Volonté*, *Citoyen*, *Courrier du parlement* etc... ! Je vais raconter tout à l'heure comment je suis devenu rédacteur en chef de *La France*.

3° La grande presse quotidienne, qui ne se prive pas toujours de chantage mais qui cependant vit au grand jour et peut gagner honnêtement de l'argent. Bunau-Varilla, le directeur du *Matin*, au temps où les journaux avaient quatre pages, disait : « *C'est ma cinquième qui me nourrit* ».

Le journal *La France*

Paul Doumer n'oubliait pas facilement ses amis. Il savait que je tirais le diable par la queue ; il connaissait d'autant mieux les douleurs de cette situation qu'il en avait longtemps lui-même éprouvé l'amertume. Un beau jour, il me dit : « *Qu'est-ce que vous voudriez gagner par mois pour boucler votre petit budget et faire venir votre famille à Paris ?* ». Je réfléchis et je répondis : « *Environ 1500 francs* ». En 1908 ou 1909, cette mensualité représentait encore quelque chose. Doumer me mit alors en rapport avec deux individus, l'un nommé Germain et qui en réalité était un juif polonais, dirigeait en concurrence avec *L'Information*, un quotidien de Bourse appelé *La Cote*. L'autre s'appelait André Putz et dirigeait le journal *La France*.

Du temps de Girardin et même sous la direction du boulangiste Lalou, *La France* avait été un important journal du soir. Les héritiers Lalou l'avaient vendu à un juif nommé Bernard (le même qui devait plus tard fonder *La Journée Industrielle*) et ce dernier qui était déjà propriétaire du *Soir* l'avait cédée pour 50.000 francs à Simon Putz, juif d'origine hongroise,

venu tout jeune à Paris et qui, par je ne sais quelles voies mystérieuses, était devenu le protégé de la duchesse d'Uzès (origine juive) et du gendre de Rothschild, le baron Leonino.

Très souple, très délié, très intelligent le petit Putz installa d'abord son canard 3 rue d'Amboise et il se mit en relation avec les banques qui le comprirent parmi les journaux subventionnés aux émissions. Quand je l'ai connu, vers le début de 1909, il recherchait surtout de jeunes députés, ayant de l'avenir et capables de lui être utiles. Il avait en général la main assez heureuse et la plupart des parlementaires qui ont été ministres, à partir de 1910, avaient été plus ou moins membres de son équipe.

Germain me faisait les mêmes conditions que Putz. Je ne traitai pas avec lui à raison de mauvais renseignements qui me furent donnés. Il paraît que ce Germain (je n'ai pas retenu son véritable nom qui se terminait en ski) avait eu des ennuis avec la justice.

Putz n'avait pas non plus une très bonne réputation ; il traînait quelques histoires sur son compte. Il avait été vague employé au Gil Blas et on l'accusait d'y avoir trafiqué des billets de théâtre. Le directeur de l'Opéra, Gabiou, l'avait même menacé d'une plainte en justice. Mais il n'y avait là que des peccadilles.

On disait aussi qu'il procurait des femmes au baron Leonino. Je n'en crois rien ; il servait de patito à M^{elle} Fabre de la Comédie-Française, laquelle était la maîtresse officielle du riche banquier. Arthur Meyer avait joué auprès de Blanche d'Antigny un rôle beaucoup plus délicat.

Bref, je devins, sous la direction d'André Putz, le rédacteur en chef de *La France* et je demeurai avec lui de 1909 jusqu'à la fin de 1915.

—

Depuis 1908, jusqu'à 1914 vont commencer les meilleurs souvenirs de ma vie. En les racontant, je me fais un peu l'effet de ces camionneurs de bois qui ont mal chargé leur voiture et qui, perdant leurs rondins, font parfois plusieurs centaines de mètres en arrière pour reconstituer leur chargement. Cette école buissonnière ne me déplait pas. Les bureaux de *La France* furent d'abord situés au 93 de la rue de Richelieu, mais on entra par la rue d'Amboise. C'était installé très modestement au 3^e étage. Ils furent transférés ensuite rue de Richelieu, à côté du journal.

J'occupais le même cabinet que le docteur Julia et Louis Puech, le député inamovible du 3^e arrondissement de Paris. Nous écrivions à tour de rôle le leader article et c'était Remy de Gourmont qui composait chaque jour le filet littéraire, toujours plein de fantaisie. Le rédacteur des théâtres était Léo Claretie, le malheureux premier mari de la seconde Madame Caillaux. Nous déjeunions quelques fois ensemble et il me racontait comment il avait été l'un des cocus les plus notoires de Paris. C'était un garçon lettré, plein de courtoisie, très sympathique, mais d'une intelligence très ordinaire. Dès 1909, il me dit : « *Vous verrez que Joseph Caillaux aura du fil à retordre avec cette femme-là ! Elle est radicalement folle et capable de toutes les sottises !* ». On murmurait déjà que Caillaux l'avait épousée sous la menace du revolver. Léo Claretie devait mourir tragiquement après la Grande-Guerre. En

revenant de Rennes, il s'est précipité d'un train en marche. C'est de cette façon que mourut, un peu avant d'arriver au Mans, Chaulin-Servinière, le député de la Mayenne, un des avocats les plus retors et les plus fins que j'aie connus. Chaulin-Servinière était joueur, mais il aimait la vie et il était incapable de songer au suicide.

Edouard Julia était bien le plus intelligent de tous les hommes qui ont manœuvré autour de Putz. Il écrivait en même temps dans *La France*, dans *La Revue politique et parlementaire*, dans *Le Temps* où d'ailleurs il ne signait pas. Plume alerte, esprit fin et délié, ultra parisien. Il a beaucoup aidé à me dessaler. Il me disait : « *Vous êtes joli garçon, mais vous arrivez trop de votre province. Faites-vous donc habiller chez mon tailleur !* ». Ce tailleur était le fameux Carette, du Boulevard Haussmann. C'était trop cher pour ma modeste bourse. Chose curieuse, j'ai été l'un des lions du parlement. Je n'avais certes pas l'élégance d'un Deschanel. Mais, comme les borgnes sont rois chez les aveugles, j'étais rangé parmi les 12 ou 15 députés qui pouvaient avoir des prétentions mondaines. J'ai d'ailleurs été fort étonné de cette réputation. La vérité était que j'étais bon camarade, un peu bavard, familier avec les journalistes sans être trop débraillé et qu'en définitive je ne manquais pas d'esprit. Si j'avais été moins modeste, j'aurais pu grimper à un plan supérieur. Mais, au fond, j'ai toujours été un timide. A 67 ans, je ne me sens pas encore suffisamment dessalé.

Il est à peine besoin de dire que Julia était un assez mauvais mari. Il avait déjà un grand fils quand il se crut obligé de divorcer. Après avoir joué du célibat (et comment ?) durant quelques années, il se décida, après la quarantaine, à épouser une jolie jeune fille de 18 ans, une nantaise, un vrai prix de beauté. Il se regardait dans la glace, contemplait sa calvitie naissante (qui ne l'empêchait pas d'être un parisien de très belle allure) et me disait : « *Voyons, ami Ajam, dois je me marier, dois-je rester célibataire ?* ». Je lui répondais comme à Panurge. « *Ah ! Je serai cocu* », s'écria-t-il. Il l'épousa, fut cocu et récidiva. Il est toujours l'un des meilleurs journalistes de Paris (1928). Il est fâcheux que ce remarquable échantillon de Français n'ait jamais pu réussir à la députation. Il a été battu deux ou trois fois. Il est probable que les électeurs l'ont trouvé trop distingué.

Il était la fine fleur de nos banquets mensuels. Putz invitait tous les hommes connus et les plus jolies actrices de Paris. Un jour, je me trouvai à côté d'une vieille juive qui était la mère d'une future étoile, (je crois que c'était M^{elle} Jane Marnac). Elle me dit : « *Voyez-vous Monsieur, ma fille ne fera jamais son chemin, elle ne sait pas s'emmerder avec un homme !* ».

Ah ! Que nous avons fait d'excellents déjeuners chez Silvain et chez Larue ! J'étais bien vu chez Larue ; j'avais fait nommer officier du Mérite agricole le directeur, un ancien cuisinier nommé Mignon. Lorsque je rendais un déjeuner, ce qui m'arrivait rarement, Mignon me donnait 20 hors d'œuvres, un poisson, un poulet cocotte, une glace, du bordeaux vieux, du bourgogne vénérable et du Roderer pour vingt francs par tête. Avec le pourboire, cela faisait 22 francs. Le même déjeuner se paie aujourd'hui 200 francs par tête.

J'ai vu mourir sous mes yeux le restaurant Durant, célèbre sous le boulangisme. *Le Siècle* y donnait des déjeuners à 10 francs où l'on s'en fourrait jusque-là. C'était le gourmet belge, Maurice des Ombiaux, qui faisait le menu. Durand a dû fermer parce qu'un procès célèbre établit qu'il remplissait les bouteilles de Vittel avec de l'eau de Seine.

Le procédé de Putz était employé par la plupart des petits journaux. Il y avait à cette époque beaucoup d'émissions de valeurs de Bourse ; les banquiers étaient généreux et Putz était bien traité par les agences. J'ai vu un jour un nommé Fontaine qui avait réussi dans les entreprises brésiliennes lui remettre, à la fin d'un déjeuner, une enveloppe contenant vingt mille francs. Les principales agences étaient celles de Batiau, de Lenoir et de Lafon. Mon ami du Marousseur qui était employé chez Lafon me racontait : « *Toi, je vais te donner 100 francs* » « *Mais la dernière fois vous m'en avez donné 200, M. du Marousseur !* » Je consultais le registre et je voyais tout de suite qu'il mentait. « *Tu as menti, tu n'en auras que 50 !* » Il partait en pleurnichant. En arrivait un autre qui réclamait insolemment 3000 francs - Je transigeais pour 125. « *Toi qui es-tu ?* » « *Je suis Le Corsaire* » « *Et toi ?* » « *Je suis le Monsieur de l'orchestre.* » Et c'était vrai ! Ces journaux existaient et paraissaient tous les 3 mois à trois exemplaires pour le Parquet !

Un jour, un des plus fameux maîtres chanteurs que j'ai connus, Jacques Landau, ami intime de Caillaux, s'en vint chez M. Joanny Peytel (directeur du Crédit foncier algérien), qui passait pour l'un des hommes les plus avarés de la Haute banque. Peytel était fier de sa galerie de tableaux et il avait dans son cabinet un beau Fragonard évalué déjà à cette époque (1909) 500.000 francs. Peytel avait reçu Landau et discutait son chiffre qui était de 2000 francs. Il offrait 300. Alors froidement Landau lève sa lourde canne sur le Fragonard et s'écrie : « *Ce sera 3000 où je crève !* ». Comme il l'aurait fait, Peytel lui jeta les trois gros billets.

Putz n'était pas de cet acabit. Il y allait en douceur. Il vivait sur le pied de cent mille francs par an, ce qui était énorme à cette époque. Joseph Noulens m'offrit, au nom de Loucheur dont il était l'avocat-conseil une somme d'un million pour acheter La France. Putz refusa le million.

C'est par lui que j'ai connu le fameux banquier L. Louis Dreyfus, alors député de la Lozère. Dreyfus dont la fortune était énorme était assez généreux avec la presse. Il m'a souvent remis de l'argent pour Putz. J'ai raconté ailleurs les démêlés de Dreyfus avec Millerand (voir dans un autre cahier l'historiette). J'ai été l'une des connaissances de Louis-Dreyfus qui a toujours été pour moi plein de bienveillance ; j'ai été son hôte à Saint-Germain. J'ai rencontré chez lui Poincaré, Herriot, Tardieu, Painlevé, de Morzie, De Jouvenel, Lantier, Gustave Téry, Gustave Hervé etc... Il était fort éclectique. Il subventionnait aussi bien *L'Humanité* que les petits journaux conservateurs. Ah ! Dame ! On dînait bien chez lui !

Moins bien cependant que chez le sénateur Forichon, premier président de la cour d'appel. Forichon avait deux séries d'invités. J'ai été, avec Le Chevalier, invité de la première, celle où l'on bouillottait des ortolans. Forichon connaissait l'histoire de ma famille, car c'était un vieux berrichon. Il savait que j'étais le descendant du célèbre cuisinier Cyr Ajam dont Mme Zulma Carraud (la maîtresse de Balzac) a raconté l'histoire. Forichon était très complimenteur, il me disait : « *Vous êtes une étoile de mon pays.* ». Je lui répliquai : « *Est-ce que Viviani ne m'éteindra pas ?* ». « *Non, riposta-t-il, mais redoutez Caillaux !* ». Il est mort avant d'avoir vu accomplir sa prophétie. Je crois que c'est chez lui que j'ai rencontré Eugène Linstilhac, sénateur du Cantal et conférencier de l'Odéon.

C'est sans doute aussi chez Forichon que j'ai rencontré pour la première fois Barthou, à moins que ce ne soit à l'Alliance démocratique dont ce dernier était le vice-président, tandis que le papa Adolphe Carnot présidait. J'ai rarement vu un homme unir autant d'intelligence à autant de duplicité. En 1906, il était encore ami intime de Caillaux. Ils devinrent féroce­ment ennemis en 1911, quand Caillaux s'imposa (contre toute attente) comme l'un des chefs du parti radical socialiste. On dit qu'il faut toujours distinguer la vie d'un homme public de sa vie privée. Oui, j'admets un jouisseur, un sexuel comme Augagneur, Thomson, Caillaux. Mais Barthou était un sadique notoire et un pédéraste. Comme ce pauvre Renault-Morlière, il était mangeur de blanc et allait satisfaire cette vilaine passion dans les bouges de Montmartre. Renault-Morlière qui était avocat à la cour de cassation et député de la Mayenne était un homme plein d'esprit et de charme. Je faisais souvent le voyage du samedi avec lui jusque dans la Sarthe et j'ai pu apprécier la sûreté de son jugement. Comment des hommes qui paraissent si équilibrés peuvent-ils en arriver à ces dégoûtantes manies ? On appelait Renault-Morlière à Montmartre « le petit père Kummel » par ce qu'il prenait un verre de cette liqueur lorsqu'il avait terminé son... opération. Il attendait qu'un visiteur descende du cabinet particulier pour aller retrouver la dame servie par son prédécesseur et il se renseignait auprès du maître d'hôtel à l'aide d'un fort pourboire. A ce vice, Louis Barthou joignait le goût des jeunes garçons et la flagellation. Il avait pour procureuse une maquerelle célèbre qu'on appelait Madame Dixie et qui demeurait rue Victor Massé. Plus tard, les exercices eurent lieu 2 rue de Furstenberg. Quand l'Action française eut des démêlés avec Barthou, ministre de la Justice, elle dévoila publiquement ces faits et Barthou se garda bien de poursuivre. Un jour, un premier de l'an, Léon Daudet envoya à Barthou comme cadeau un martinet. Mais jamais l'opinion française n'a pris au sérieux ce genre d'accusation. On dit que Rouvier, lui aussi, fut pincé dans une pissotière, mais personne ne lui en sut mauvais gré, pas plus que l'histoire de Saint-Nazaire n'a nui à la carrière d'Aristide Briand.

J'ai connu un autre grand sadique dans la personne de Gaston Thomson, le député de Constantine, qui devint ministre de la Marine et doyen de la Chambre. Mais Thomson n'était qu'un amateur du sexe faible. Il ne pouvait pas voir une femme sans sauter dessus. Quand il était ministre, à peine une sténographe était-elle entrée dans son cabinet qu'on entendait des cris horribles. Tantôt ça se consommait sans trop de douleur, tantôt les employés du cabinet allaient arracher la donzelle des mains du patron qui était un grand mulâtre, taillé en athlète. J'ai entendu dire par des magistrats de haut rang que c'était lui qui avait étranglé Steinheil le mari de l'ancienne maîtresse de Félix Faure.

A la suite de la mort de Félix Faure entre ses cuisses (on dit que la position était encore plus risquée) cette dernière était devenue célèbre et elle avait un salon aussi fréquenté que celui de Madame de Caillavet. Thomson fut l'un de ses amants. Une nuit, le peintre Steinheil rentra trop vite et trouva sa femme couchée avec le mulâtre, alors ministre. Il se précipita sur lui ; mais Thomson, étant d'ailleurs en cas de légitime défense, l'étrangla net de ses robustes mains. Le drame se compliqua de ce fait que la mère de M. Steinheil qui habitait à côté et qui était cardiaque, ayant entendu du bruit et étant venue dans la chambre tragique, tomba raide morte sur le cadavre de son fils.

Le préfet de police, d'accord avec les magistrats et Mme Steinheil, étouffa l'affaire. On ne put empêcher Mme Steinheil d'aller en prison. Mais, le mystère même qu'on fit planer sur l'affaire, ne permit pas au jury de la condamner. Elle fut acquittée et fit ensuite un riche mariage avec un anglais. Cette aventure n'eut d'autre résultat que de donner beaucoup de prestige à Thomson auprès des femmes.

—

Louis Barthou fut un de nos plus jeunes ministres. À 34 ans, il dirigeait l'Intérieur sous Méline. Il a passé le reste de sa vie à se faire pardonner cette tâche. En 1905, il était chargé d'un rapport sur le statut des fonctionnaires. Ce rapport eut pu mettre fin aux prétentions odieuses du syndicalisme. Il n'a jamais voulu prendre l'initiative de le faire discuter : « *Je ne veux plus d'ennemis à gauche, me disait-il, un jour que Lasies, cet enfant terrible, voulait l'obliger à prendre parti.* » Nous le retrouverons lorsque ses démêlés avec Caillaux conduiront la femme Caillaux à assassiner Calmette.

En 1908, ma situation parlementaire était de second plan, mais assez brillante. Beaucoup de personnes croyaient à mon avenir. Il me fallait beaucoup de courage et de patience parce que Caillaux, alors modéré, faisait tout ce qu'il pouvait pour m'empêcher d'arriver. En 1909, je parvenais à la commission du budget, c'est-à-dire que je devenais apparenté ministre. A cette époque, on élit les commissaires dans les bureaux tirés au sort. J'eus la chance de tomber dans un bureau où les radicaux n'étaient pas en odeur de sainteté et j'eus pour concurrent Fernand Rabier, député d'Orléans qui avait la plus triste réputation. Il était vénal, complaisant pour les compagnies de chemin de fer, et, de plus, il avait lié partie avec Boulant, un ancien restaurateur du Quartier latin, devenu tenancier archi millionnaire du casino de Biarritz. Rabier (qu'on avait connu pauvre) avait une villa à Biarritz et une autre à Perros-Guirec ! Ma virginité relative me servit et je battis l'ami Rabier qui ne m'en voulut pas trop longtemps.

Rapporteur de la deuxième section du budget de la guerre, c'est moi qui eus l'honneur, avec la collaboration du colonel (depuis général) Mangin, de créer le réservoir des troupes noires.

Mort de ma mère

En 1908, j'eus le malheur de perdre ma chère maman. Elle avait 78 ans. Elle eut sans doute vécu plus longtemps si elle avait été mieux soignée. Mais elle ne croyait ni aux médecins ni aux médecines. Après sa mort, nous avons trouvé dans un placard plus de cent flacons non débouchés de drogues diverses. Sa fin a été atroce. Elle avait été atteinte de coliques et mal soignée par un médecin de Bessé très ignorant qui a toujours dit : « *Ce n'est rien* ». Mon frère Georges était venu la voir et il avait amené un autre médecin aussi bête. Ces deux ânes rassurèrent mon frère qui ne voulut tout de même pas quitter La Chapelle-Gaugain sans m'envoyer un télégramme. Je partis immédiatement, j'arrivais le soir vers 8 heures (c'était à la fin d'avril) et je trouvais la maman très souffrante, hurlant de douleur. A cette époque, il n'y avait ni téléphone ni auto. Baptistine Charles, notre cousine, qui fut, en cette circonstance d'un dévouement merveilleux, soigna la pauvre malade. Sur la foi des médecins,

nous pensions tous que c'était une crise passagère. Elle souffrit le martyre jusqu'à deux heures du matin. A ce moment, il y eut un assoupissement. J'en profitai pour aller me coucher. Je l'embrassai pour la dernière fois, car à 7 heures du matin, Marie Marteau vint me réveiller pour me dire qu'elle était morte.

Mon chagrin fut d'autant plus grand qu'avec elle disparaissait le vrai lien de la famille. Ma femme et la femme de mon frère Georges se détestaient cordialement. La Chapelle-Gaugain était une sorte de terrain neutre où je pouvais encore me rencontrer avec Georges. Les enfants se plaisaient beaucoup auprès de leur grand-mère qui était la bonté même. Quand elle fut disparue, je ne songeais plus qu'à me débarrasser de La Chapelle ou je n'avais pour voisin que notre parent Edmond Charles, chicanier et mauvais coucheur. Et puis, je ne possédais que la moitié de la propriété. Au grand chagrin de mon fils et de ma fille, je vendis l'Auraire au notaire de Vancé. Je rachetai d'ailleurs cette propriété plus tard dans des conditions que je raconterai.

—

Les Treize

Je n'avais guère d'autre ambition que celle d'améliorer matériellement ma situation, car je n'étais pas riche. Mon fils en Allemagne me coûtait cher. Il est vrai qu'il me donnait toute satisfaction. Il a été très mêlé à ma vie, mais je lui ai consacré un cahier spécial et j'éviterai les redites. Il existait peu de jeunes gens aussi parfaits comme intelligence, jugement, ardeur au travail, désir de se faire une situation par lui-même. Ce fut une perle de cette belle génération française que la guerre a écrasée.

Je vivais au milieu de politiciens la plupart plus jeunes que moi et qui étaient dévorés par l'arrivisme. A cette époque, on ne devenait pas aussi facilement ministre que nous l'avons vu depuis et être sous-secrétaire d'État, cela comptait pour quelque chose. C'est à mon insu que l'on me classait parmi les ministrables. On croyait que Caillaux m'aimait et me faciliter les voies, alors que c'était tout le contraire. J'étais trop malin pour détruire ce préjugé.

C'est vers cette époque que mes amis Joseph Noulens, Perek, Steeg et Messimy songèrent, en bon balzaciens, à organiser le déjeuner des Treize. Autant que mes souvenirs me permettent de l'écrire, je crois que ces Treize étaient :

1. Raval Perek (Vienne)
2. Joseph Noulens (Gers)
3. Théodore Steeg (Paris 14^e)
4. Messimy (idem)
5. Lauraine (Charente inférieure)
6. Marc Reville (Doubs)
7. Charles Dumont (Jura)

8. Maurice Raynaud (Charente)
9. Gev. Gerald (idem)
10. René Bernard (Indre et Loire)
11. Charles Chaumet (Gironde)
12. Maginot (Meuse)
13. Maurice Ajam (Sarthe)

J'ai un scrupule concernant Chaumet. Je crois bien qu'il faut le remplacer par Albert Métin qui était du Doubs. Mais je n'en suis plus sûr. Sont morts aujourd'hui (1929) Raynaud, Reville, Métin, Maginot (1931), Chaumet (1932). Il était convenu que les Treize ne feraient qu'une politique désintéressée et qu'ils s'engageaient d'honneur... à ne jamais devenir ministres. Or, tous l'ont été sauf Gérald à qui il est arrivé un tas d'histoires.

Nous nous réunissions une fois par quinzaine au restaurant Viel, boulevard de la Madeleine.

A propos des Treize, je vais jeter un coup d'œil sur cette génération qui a fait parler d'elle. Je dirais aussi quelques mots du déjeuner rival, celui de *L'Opinion* où je me rencontrai avec Paul Doumer, Henri de Peyernihoff, l'abbé Wetterlé, le général Langlois, Maurice Colrat, Edouard Julia, Joseph Reinach, Quantin, Félix Roussel, Henri Estier, Del Piaz et beaucoup d'autres notabilités de l'époque.

Vidons d'abord mon sac en ce qui touche les 13. Il y en a qui ont été très loin, ainsi Raoul Péret. Commençons par lui. Péret était le fils d'un haut magistrat qui fut procureur général à Poitiers. Le père Péret était mal fichu, quasi bossu ; il était connu comme un intrépide coureur de cotillons. On a même été jusqu'à dire que le ministricule François Albert, un instant notaire sous le régime du cartel (1924) était son bâtard, ce qui est inexact. Il avait épousé une fort jolie femme, ne fut pas cocu et eut pour fils unique ce Raoul qui était petit et souffreteux mais qui, fort intelligent, fit d'excellentes études.

Péret était plus jeune que moi, étant né en 1870. Il était devenu député dès 1902 et cela avait fortement consolidé sa situation d'avocat. Il était orateur correct, distingué, mais rien ne le marquait d'un cachet extraordinaire. Quand je suis arrivé au Palais-Bourbon, en 1905, il n'avait pas encore de situation ; toute son activité s'était portée vers le Palais de justice où, grâce à la protection du liquidateur Meriège, il était devenu (avec Millerand) avocat des procès contre les congrégations. Il y gagna de l'argent.

Je l'ai connu à La Flèche chez un avoué nommé Coche Duval dont les filles recevaient des amies de Saint-Nazaire, les demoiselles Barbotin filles d'un agent d'affaires. L'aînée des Barbotin épousa un négociant du Mans. La seconde, fort belle, fit la conquête de Raoul Péret, à la table de Coche Duval, Péret étant venu plaider à La Flèche contre les bénédictins de Solesmes. Péret, pas très beau, malingre même, semblait voué au célibat. Ce fut le coup de foudre. Il épousa ainsi une belle jeune fille, pauvre mais très ambitieuse, plus ambitieuse peut

être qu'intelligente. Elle poussa beaucoup son mari et, dès son arrivée à Paris, elle eut un salon.

Je me liai avec Peret qui était tout à fait de ma famille d'esprit, modéré, plus opportuniste que radical. Très affable, il n'avait guère que des amis. Nous sommes devenus ensemble sous-secrétaires d'état, lui au ministère de l'intérieur, moi à la marine marchande en 1913.

Pendant que l'affaire Caillaux me brisait les reins, Péret montait à l'échelle et gagnait du prestige. Il devenait ministre du commerce, garde des sceaux et enfin président de la Chambre après Deschanel.

Ma conviction est que les hautes positions développent l'intelligence des hommes en les obligeant à un effort soutenu. La fortune a fait de Raoul Péret qui était ou semblait être seulement au-dessus de la moyenne, un homme de premier plan et il a été à la hauteur de toutes ses fonctions (hélas jusqu'à sa culbute dans l'affaire Oustric en 1938).

Je crois bien qu'il eut une grande histoire parlementaire (analogue à celle d'un Waldeck-Rousseau, d'un Ribot ou d'un Poincaré) s'il n'avait été victime d'un scandale familial. Je ne puis que transcrire ici rapidement ce qui a été de notoriété publique.

L'une des figures les plus originales qui se soient présentées à moi est celle d'Edouard Jonas que j'ai d'abord connu antiquaire de modeste envergure. Intelligent, ambitieux, débrouillard, Jonas avait épousé successivement deux jolies femmes qui le firent souverainement cocu. Il divorça d'avec la première que je n'ai pas connue. La seconde était splendide, une vraie Vénus de Milo avec des jambes d'un galbe exquis. J'ai souvent déjeuné chez elle. Elle ne manquait pas d'esprit mais elle était lesbienne.

Raoul Péret devint l'ami intime de Jonas qui lui avait confié son procès. Finalement et peut être du consentement du mari, Raoul Péret qui passait pour un puritain dans le genre de Doumer, devint l'amant de la Venus de la place Vendôme.

Cela durait depuis un an, lorsqu'un jour Raoul Péret, mis sur la piste par une lettre anonyme, croyait pincer sa maîtresse avec un gigolo, trouva madame Jonas dans un lit avec madame... Raoul Péret. Elles étaient nues...

Comme un plat d'argent, comme un mur d'église, comme le discours d'un académicien, comme le crâne de Caillaux, comme le cœur de Clemenceau, comme un discours de Montigny etc...

Raoul Péret ne s'évanouit pas, mais il devint subitement fou à lier et il fallut l'interner à la Malmaison. M^{me} Péret devint aussi folle, mais je ne sais pas si ce fut aussi sérieux.

N'insistons pas ! Ils guérissent tous les deux. Raoul Péret est redevenu président de la chambre puis sénateur. Je pense que sa belle carrière, un instant paralysée, ne sera pas finie. Voilà pour Péret !

Joseph Noulens, originaire du Gers, a débuté comme secrétaire de Cavaignac. Il était alors auditeur au conseil d'État. Je l'ai toujours connu comme un beau garçon, aussi honnête qu'on peut l'être dans les milieux parlementaires. Il était assez gros propriétaire dans son département. Je crois qu'il a peu réussi comme agriculteur praticien, mais il connaissait tout de même mieux les questions rurales qu'un tas de charlatans politiques. Ruan fut à peu près taillé sur ce plan ; Ruan qui se dirigeait tout droit vers la présidence de la République lorsque la paralysie générale vint lui barrer la route.

Ruan était déjà au pinacle quand Noulens et moi n'étions que des débutants. Ce député de Saint-Gaudens formé par *La Dépêche de Toulouse* occupe une place intéressante dans cette avalanche de Rastignacs qui sont tombés du sud de la Loire et qui ont, après tout, dirigé la France pendant plus de 40 ans sans commettre davantage de gaffes que leurs prédécesseurs royalistes et bonapartistes.

Ruan a été le type de ces bons lurons, ayant la poignée de main facile, de l'astuce et de la routine, au sens où l'entendait le cardinal de Retz. Le ministère de l'Agriculture a toujours été l'un de ceux qui sont le plus recherchés parce qu'il n'expose pas à autant de périls et de tracasseries que les autres portefeuilles. On y distribue de nombreuses subventions notamment sur les fonds du pari mutuel. On peut y demeurer longtemps. Malheureusement si Ruan était un honnête homme au sens strict du mot, c'était un grand amateur de femmes et de pâtés de foie gras. Les bordels et les cabinets particuliers finirent par avoir raison de cet homme taillé en athlète. Après avoir passé par la manie des grandeurs, il devint dément furieux et il fallut l'interner à l'asile d'Ivry. Il a porté durant dix ans la camisole de force. Sa femme voulut un jour le voir en liberté, mais il faillit l'étrangler et elle ne récidiva pas. Quelle tristesse !

Noulens n'était pas un noceur. Arriviste comme les camarades, il mit dans ses actions une certaine pudeur. C'est Loucheur, le Loucheur d'avant-guerre qui aida sa fortune et le lança dans les grandes affaires, notamment dans les pétroles polonais où Mougeot, maître roublard, ramassa aussi une immense fortune.

La politique a ainsi sorti de l'ornière un tas d'avocats de province qui, sans elle, n'auraient jamais gagné plus de dix mille francs par an.

Joseph Noulens fut ministre de l'agriculture et de la guerre. Il fut le dernier ambassadeur de France en Russie. Chassé comme moi du parlement par la démagogie départementale, il se consola facilement en administrant quelques juteuses compagnies (l'alfa, l'imanowa). C'est un treize à qui ce nombre a porté bonheur. Nous le retrouverons peut être.

—

Théodore Steeg est le fils d'un pasteur protestant qui eut une notoriété parlementaire. Quand je l'ai connu, il était fort pauvre et d'ailleurs se faisait une coquetterie de sa pauvreté. Il était simple agrégé de Sorbonne, ayant raté l'École normale supérieure. A l'Institution Chevalier, boîte à bachot, il a donné des leçons à mon cousin Léon Charles, devenu depuis administrateur des colonies et retiré à La Chapelle-Gaugain. Quand je suis rentré à la Chambre, Steeg, député du 14^e arrondissement de Paris, occupait encore une bien modeste

place. Il était inséparable de Messimy, co-député de son arrondissement. Sous un aspect de puritain protestant, il cachait une ambition féroce qui avait fermenté durant de longues années de vache enragée. Il était doué de ce flair spécial qui permet de sentir le vent et de s'attacher à temps aux hommes qui viennent. Il suffit en général de changer d'opinion six mois avant le moment propice. Steeg appartient à cette espèce de candidats ministres qui sont capables de coucher trois nuits de suite sur le paillason de l'homme politique chargé de former un cabinet (cela n'est pas une image, je l'ai vu !).

C'est un des manœuvriers les plus heureux sinon les plus habiles que j'aie rencontrés. Il a été successivement l'homme de Briand, de Clemenceau, de Millerand, de Poincaré. Il a trouvé le moyen de servir Caillaux sous le Bloc national qu'il trahissait tout en étant son ministre. Plus tard, menacé à Paris comme sénateur, il parviendra à sauver sa peau en traitant avec les communistes. Mais, je n'écris pas ces mémoires pour exercer des rancunes. Steeg ne m'a fait ni bien ni mal. S'il n'a connu que des intérêts, c'est parce qu'il était de son siècle et qu'il avait une nombreuse famille à caser. Nous verrons plus tard que cette famille a coûté fort cher aux contribuables.

Messimy. Après Steeg, bien entendu, vient immédiatement son collègue Messimy. A ce dernier, il convient de beaucoup pardonner parce qu'il fut, pendant la grande guerre, un courageux soldat.

Malheureusement, il a eu une vie privée scandaleuse, et dans le mariage et hors mariage. Il avait lié partie avec Steeg et, de fait, leur avancement s'est fait parallèlement. Ils étaient aussi inséparables que les frères siamois. Avant la guerre, Messimy alors ministre eut une fâcheuse liaison avec la fameuse Mata-Hari qui fut fusillée comme espionne. Cela ne lui a fait aucun tort ! Il a été battu à la députation dans l'Ain uniquement à raison des qualités qu'il avait déployées comme général. Chef d'une troupe de choc, il dut souvent accrocher l'ennemi et il perdit beaucoup de monde. On le traita de boucher et les électeurs l'abandonnèrent. Il est du reste remonté vite en selle. Car aujourd'hui il est sénateur et membre de fructueux conseils d'administration.

Il y a des gens qui sont nés sous une heureuse étoile. Ainsi Messimy qui a vécu comme un pacha turc, dans les scandales, qui a été enfermé dans un asile d'aliénés, qui a été l'amant d'une espionne va finir ses jours dans les honneurs et la richesse. Tandis que j'en ai vu d'autres... Allons, calmons-nous ! La vie est un tissu d'injustices.

Octave Lauraine. Je passe en revue « les Treize » en anticipant quelque peu. Je n'ai pas la prétention d'être aussi fort que le cardinal de Retz dans la confection des portraits. Mais c'est le seul moyen pour moi de rendre nos mémoires un peu vivants. Né dans le bonapartisme saintongeais, Lauraine était un avocat assez médiocre du barreau de Saintes quand il songea à faire de la politique radicale. Il faut noter que la plupart des radicaux sont venus du bonapartisme, ainsi Jean Hennessy, personnage sur lequel j'aurai sans doute à revenir. Lauraine devint difficilement député de Saintes parce qu'il était combattu par un autre radical, maire de Saintes, dont le nom m'échappe... Quand il fut à la Chambre, il manifesta une telle furie d'arrivisme qu'il se rendit antipathique. Rouvier l'envoya en Russie pour régler quelques questions douanières. A son retour, Lauraine infligea à ses collègues un discours

d'une longueur telle qu'il passa pour un raseur. Il finit par entrer dans le ministère Viviani de 1914 comme sous-secrétaire d'État à la guerre. Il a donc été mon collègue pendant trois mois. Je raconterai plus tard comment fut constitué ce ministère. Je dois avoir déjà écrit quelque chose là-dessus dans mes notes. Lauraine avait épousé par amour la fille d'un cultivateur aisé des environs de Saintes. Il croyait que son beau-père était dans une situation modeste. Or, quand ce dernier mourut, il se trouva que le bonhomme avait placé toutes ses économies dans des fûts d'excellente eau-de-vie que l'on retrouva enterré dans des celliers. Lauraine en vendit pour 2 millions de francs à Hennessy. Depuis cet héritage, il s'est fait nommer sénateur et on n'a jamais plus entendu parler de lui. Il a une réputation d'avarice solidement établie. Il a marié sa fille au fils du fameux Bouffandeau, député de l'Oise et qui eut son heure de notoriété. Bouffandeau était un ancien directeur d'école normale d'instituteurs, très brave homme, foncièrement honnête mais qui considérait Dieu comme son ennemi personnel. Il avait l'allure un peu ridicule et, son nom aidant, il fut, durant des années, chansonnier dans les cabarets montmartrois. Fussy disait qu'il tenait du gérondif : « *Bouffandus, Bouffando, Bouffandum* ».

Marc Réville (mort après la guerre) député du Doubs, était le fils du professeur au Collège de France, Albert Réville qui fit un cours très suivi sur l'histoire des religions. C'était une famille de huguenots. Réville, comme beaucoup de protestants, savait allier le puritanisme au souci des affaires. Il parlait mal, avec un défaut de prononciation, mais il travaillait fort bien dans les commissions. Il paraissait peu désigné dans un ministère lorsqu'en 1914, Ribot forma le cabinet qui devait succéder au cabinet Doumergue. Poincaré, président de la République, avait agi en pince sans rire, car il savait bien que la chambre était à gauche et que Ribot n'avait aucune chance de durer. Au fond, Poincaré détestait Ribot qui le lui rendait bien. Adrien Dariac qui détenait dans ce cabinet Ribot le portefeuille de l'agriculture vint me trouver de la part de Ribot pour m'offrir le portefeuille du commerce. Je refusai, non par vertu, mais parce que j'avais le pressentiment que ce ministère n'était pas viable. A mon refus, le portefeuille fut offert à Réville qui accepta. Hélas ! J'avais été bon prophète, car le cabinet ne vécut que deux jours.

Réville en conçut un profond chagrin. Il était cardiaque et depuis il n'a fait que traîner. Il est mort au moment où le gouvernement l'avait nommé commissaire général de l'Exposition des arts décoratifs. C'était un homme d'un commerce fort agréable et très loyal.

Charles Dumont. Je l'ai beaucoup connu. Petit universitaire, pion dans un collège du Jura, trapu, de figure rabelaisienne, traits taillés à coups de serpe, il trouva le moyen d'épouser une petite-nièce de Lamartine, femme poète, conférencière, assez jolie et horriblement loufoque, Valentine de Saint-Point. Élu député du Jura, il prit assez rapidement à la Chambre une bonne place. Plus cocu qu'Henri IV, il divorça d'avec Valentine. J'ai souvent été dans son petit appartement de la rue Franklin où il vivait chichement. J'ai pourtant bu chez lui d'excellents vins d'Arbois. Il avait, bien entendu, lâché l'université pour s'inscrire au barreau de Paris. Il ne manquait pas d'éloquence mais il était assez dépourvu de clarté et de jugement. Il expirait bien pendant un quart d'heure, offrant l'aspect d'un très brillant débateur et puis, tout d'un coup, on ne pouvait plus suivre. Il n'a pas réussi au Palais mais, membre de la commission de budget et très à la coule, il se fit d'excellentes relations dans les milieux

financiers. Il connut le fameux ingénieur de Lipkowski dont il finit par épouser la femme divorcée. Nous avons été tous deux avocats conseils de la banque Adam, puis de la banque suisse devenue depuis le Crédit commercial de France. J'abandonne ici Charles Dumont que je retrouverai dans les prochaines législatures.

Maurice Raynaud. Originaire de la Charente, M. Raynaud devint un des meilleurs avoués près le tribunal civil de la Seine. Doué d'une belle aisance, il lâcha la basoche pour le Palais-Bourbon. Il était député de Ruffec depuis mai 1906. Très modéré, il jugea bon d'accrocher sa petite barque au vaisseau de Caillaux. Vers 1909, Caillaux le détermina à quitter l'Alliance démocratique pour le Parti radical-socialiste. Cette évolution conduisit Raynaud jusqu'au ministère de l'agriculture. Très fin, très lettré, for aimable Raynaud fut un excellent ministre. Il était patriote et l'attitude de Caillaux durant la guerre le dégoûta profondément. Je dirais comment nous avons dû nous entendre, lors du procès de 1919, pour ne pas trop charger notre ancien patron. Pendant la guerre, Raynaud rompit avec le Parti radical et il ne fut pas réélu. Il était d'ailleurs malade et mourut peu de temps après. Vers 1918 et 1919, il avait pris la direction d'un petit quotidien *L'Heure*, journal entretenu par le vicomte de Fontarce. Il y rédigeait des éditoriaux qui ne manquaient pas de saveur...

Géo Gérald. Compatriote de Raynaud et député de Barbezieux, Géo Gérald avait été secrétaire de Paul Deschanel après avoir débuté dans les consulats. Talent moyen mais travailleur et arriviste, Gérald aurait eu une belle carrière politique s'il n'avait justement eu l'air d'un homme trop pressé. Il était atteint d'une furonculose ministérielle. D'ailleurs, très courtois, très amiable, ne manquant pas d'esprit. Étant commissaire général de l'Exposition de Saint-Louis aux États-Unis, il eut des aventures scabreuses avec de riches américaines. Il a raconté cela à mots couverts dans un charmant petit volume aujourd'hui introuvable *Cythère en Amérique*. Quand se faisait une combinaison ministérielle, Gérald était capable (comme Bénazit) de coucher sur le paillason du président pour n'être pas oublié. Il a surtout été victime de Deschanel, en ce sens que ce dernier n'a jamais voulu accepter la responsabilité de former un ministère. Je fus délégué en 1910 pour préparer son élection à Barbezieux contre Jean Hennessy candidat bonapartiste. J'ai fait plusieurs conférences en sa compagnie. Nous étions parfaitement reçus de tous les côtés et j'ai failli faire une maladie parce que j'ai trop bu de fine champagne. C'est un pays infernal ! Nous n'avons pas eu de chance. Jean Hennessy n'était pas éloquent, mais sa fortune immense lui permettait d'offrir des banquets de 1000 couverts qui lui revenaient à 20 francs par tête. Pour éviter l'accusation de corruption, chaque convive devait verser 30 sous. Les amateurs ne manquaient pas. Finalement le cognac 3 étoiles a été vainqueur.

Gérald n'a pas pu encore rentrer au parlement. Il a eu des malheurs : un grave accident d'auto suivi de trépanation la rendue imbécile pendant 2 ans. Il a repris de la santé, mais il a échoué à toutes les élections aussi bien pour la chambre que pour le Sénat. Pendant ce temps, Jean Hennessy, de bonapartiste devenait radical-socialiste, ambassadeur enfin ministre de l'Agriculture.

Gérald s'est donné à lui-même le coup du lapin en commettant une faute grave. N'a-t-il pas eu l'audace d'utiliser sa vieille carte de circulation parlementaire pour voyager

gratuitement pendant plusieurs années. Il a fini par se faire pincer. L'affaire a fait du bruit et c'est Hennessy lui-même qui, en galant adversaire, l'a fait étouffer !

—

René Besnard. Besnard appartenait à la plus jeune génération parlementaire. Il était fils de secrétaire de la mairie de Tours, franc-maçon et libre-penseur, qui fit élever son fils dans les purs principes de l'anti catholicisme. René Besnard fut un louveteau. Grand, bien découplé, joli garçon, intelligent, parlons bien (toutefois sans originalité) ambitieux, souple, adroit, il devait parvenir à de hautes destinées. Bien que d'une famille pauvre, il n'a pas connu le régime de la vache enragée. Dès le lycée, il a su ce qu'il voulait faire et il a été tout de suite poussé par la maçonnerie. À 25 ans et trois mois (avril 1906) il était député de la deuxième circonscription de Tours. Nous n'étions guère séparés que par le Loir et les populations que nous représentions avaient à peu près le même caractère. À la suite d'une division des circonscriptions, Besnard dut opter (si mes souvenirs sont exacts) pour la ville de Tours où il trouva une opposition socialiste assez puissante pour le menacer. C'est alors que, tout jeune encore, il devint le benjamin du Sénat comme il avait été le benjamin de la chambre. La circonscription rurale de Tours passa, en 1910, entre les mains d'un curieux phénomène, le citoyen Emile Faure qui battit Théobald Foy (petit fils du général Foy) dans des conditions burlesques. Théobald Foy qui était au demeurant le meilleur fils du monde, mais qui, fort riche, menait une vie de Polichinelle (on l'accusait d'avoir des mœurs spéciales et de coucher avec son chauffeur !) avait négligé sa circonscription. On l'y croyait solide, mais déjà les paysans souffraient impatiemment d'être représentés par un trop grand bourgeois. Jamais les socialistes n'avaient pu songer sérieusement qu'ils gagneraient cette circonscription rurale. Il y avait à Paris, à la mairie du sixième arrondissement, un garçon de bureau auxiliaire qui vivait dans la mairie et qui gagnait à peu près 100 francs par mois : il s'appelait Émile Faure. Il n'était ni instruit, ni bien intelligent mais il ne manquait pas de roublardise. Le Comité central a choisi ce pauvre garçon pour l'envoyer dans une circonscription où il n'a pas perçu aucune chance. Mais Faure trouva la pie au nid. Il ne disposait pas de 1000 francs ; il fit sa campagne en bicyclette. Foy s'amusait et il ne prit pas un instant cet adversaire au sérieux. Ce fut la fable du lièvre et de la tortue. Le député sortant fut réellement sorti et battu à plate couture par le garçon de bureau.

Ce Faure fut un député délicieux. Ce qu'il voulait, comme tant d'autres, c'était sortir de la mouise ! Il se mit sans discrétion à la solde de gens d'affaires de plus bas étage. Il devint le garant d'un tripot à Vichy ; bref, il en fit tant qu'il se fit exclure du parti socialiste. Il n'avait pas assez voilé ses actes. Cela causa son échec électoral en 1914 ; mais il est remonté à cheval et le voilà (1927) redevenu député d'Indre-et-Loire. C'est lui qui a maintenant son auto et son chauffeur ; j'espère qu'il ne couche pas avec le chauffeur ! Mais revenons à René Besnard, à celui que nous appelions, au déjeuner des 13, le beau René. Je vous garantis que celui-ci aussi a su se débrouiller jusqu'à l'affaire Oustric. Il s'était fait à Paris un joli cabinet d'avocats et il a fini par épouser la fille d'un agent d'affaires d'Alexandrie, retiré fort riche d'argent et d'histoires ! Il devint sous-secrétaire d'État de Caillaux aux finances en 1910, puis ministre des colonies, puis ambassadeur de France en Italie. Au demeurant, c'est encore un des parlementaires de mon époque dont la fortune a été la plus justifiée. Je le retrouverai peut-être

au cours de ces mémoires. Il a marié sa fille Denise au fils de mon ami Marcel Delanney (j'ai raconté ailleurs l'histoire du second mariage de Delanney). Elle devrait être intercalée ici.

Charles Chaumet (mort en 1932) : c'est aussi un des treize qui a le mieux réussi. Petit professeur, comme Dumont, ancien pion, il a réussi à devenir l'homme d'affaires des armateurs de Bordeaux. Père de famille exemplaire (il a eu 7 ou 8 enfants), il s'est démené pour alimenter et caser toute cette marmaille. Il a dignement représenté la ville de Bordeaux et il a su manœuvrer très habilement entre les partis. Il a débuté comme sous-secrétaire d'État aux Postes et il n'y a pas été plus maladroit qu'un autre. C'est surtout la franc-maçonnerie et le comité Mascuraud qui l'ont poussé. L'histoire de Chaumet se confond un peu avec celle de Mascuraud. J'ai moi-même beaucoup fréquenté ce gros homme qui est devenu, à la longue, une célébrité parisienne. Cette histoire est trop connue pour que j'y insiste beaucoup. Mascuraud, petit industriel à Paris, fut choisi par Waldeck-Rousseau, à la fin du dernier siècle pour représenter le commerce dans le Parti républicain de gauche issu de l'affaire Dreyfus. Il s'agissait de démontrer aux masses que l'union avec les socialistes n'était pas dirigée contre les commerçants. Mascuraud, qui n'était guère orateur, avait tout à fait le type marchand de vin qui convient aux masses. Il était ventripotent, souriant, aimable et non dépourvu de roublardise. C'est lui qui a fondé le Grand cercle républicain du 5 de l'avenue de l'Opéra qui a été le creuset de la politique républicaine pendant 30 ans. Mascuraud a su s'entourer de jeunes gens intelligents et ambitieux tels que Chaumet et Dalimier. Albert Dalimier dont j'ai été le collègue dans un ministère était le type du jouisseur, toujours courant après un billet de mille francs. Il a traversé de bien sales histoires qui l'ont obligé quelque temps d'abandonner la vie publique. Mais, malgré les dénonciations trop justifiées de Franklin-Bouillon, il a réussi à revenir à la surface dans le département de Seine-et-Oise. C'était lui qui, chargé d'un rapport important, disait à un syndicat d'industriels fort intéressé à la discussion de ce rapport : « *Je ne serai prêt que quand j'aurai touché 10.000 francs !* ». À cette époque, 10.000 francs, c'était une somme !

Chaumet n'a jamais été aussi cynique. Il a su cependant faire son chemin dans les grandes affaires puisqu'il est devenu président du conseil d'administration de la compagnie des Chargeurs-Réunis. Il est vrai qu'il a été ministre de la Marine. Je liquide tout de suite le treizième camarade Maginot (mort en 1931). On l'a beaucoup plaisanté parce qu'il aimait le vin, le jeu et les jolies femmes. Mais ces gentils défauts n'ont jamais empêché quelqu'un d'arriver en politique. Après avoir débuté dans l'administration algérienne, après avoir passé par le conseil d'État, André Maginot, lorrain patriote, a pris rapidement une situation à la chambre dans le parti central. Sa grande taille (2 mètres) lui a, de bonne heure, procuré une excellente publicité. Briand a dit de lui qu'il avait l'intelligence d'un garçon de bureau. Je veux bien qu'il n'ait jamais fait preuve d'un talent excessif, mais il fut toujours courageux (c'était un escrimeur de première force) dévoué à ses amis et très allant. Il a donné des preuves indéniables de caractère. Il était sous-secrétaire d'État à la Guerre pendant que j'occupais le même emploi la Marine. Il me reprochait alors d'être trop l'esclave de Caillaux qu'il méprisait profondément. Maginot a joué un grand rôle auprès de Poincaré et il est devenu un admirable chef du Parti républicain de droite.

Caillaux au pinacle.

L'Opinion. Le déjeuner Weber

La législature de 1906 fut marquée par le retour aux affaires de M. Georges Clemenceau. Il avait au moins 66 ans et il disait : « *Je suis un vieux débutant* ». Je me suis rarement trouvé devant lui, car il inspirait aux jeunes députés une incroyable terreur. C'était un mauvais caractère, il maniait la rosserie avec une rare dextérité. S'il a pris Caillaux comme ministre des finances, ce ne fut certes pas par amitié, car il le détestait profondément. Mais il avait le mépris des hommes et, comme il avait inscrit dans son programme l'impôt personnel auquel il ne comprenait goutte, il avait choisi Caillaux comme technicien. L'attitude de Caillaux fut d'ailleurs des plus étranges. C'est lui qui avait rédigé dans la déclaration ministérielle l'article qui promettait l'impôt progressif. Or, dans le triste procès de sa femme, en 1914, on produisit une lettre qu'il adressait à cette dernière, encore sa maîtresse, et où il avait écrit : « *J'ai écrasé l'impôt sur le revenu, au conseil des ministres, tout en ayant l'air de le défendre.* » La duplicité caractérise plusieurs politiciens, mais je crois qu'on a rarement pu, dans l'histoire de France, enregistrer un pareil cynisme !

L'une des raisons qui ramenèrent le député de Mamers au pouvoir fut qu'il avait combattu dans l'équipe des ennemis de Combes, ce qui, pour Clemenceau, était une note excellente. Caillaux ministre ne me manifesta aucune dilection particulière, car il ne m'a jamais aimé. Cependant, comme Decosse était son chef de cabinet et que j'étais fort bien avec Decosse, j'obtenais des petites faveurs. Je n'ai jamais importuné Caillaux que pour le docteur Breteau qui se plaignait toujours d'être misérable et qui sollicitait une sinécure. Caillaux me disait : « *Allez-vous finir de m'embêter avec votre petit mendiant !* » D'abord, Breteau désirait un poste de directeur d'asile d'aliénés dans la Seine. Mais cela été difficile à obtenir, car il y avait beaucoup d'anciens préfets qui étaient candidats. On finit par lui offrir l'asile de Clermont (Oise). Il n'en voulut pas. Alors je fis nommer à ce poste mon autre ami, le docteur Maurice Cacaud, conseiller général de Vibraye. Il y est demeuré jusqu'à sa mort survenue en 1926.

Pour Breteau, Caillaux finit par me dire : « *Je ne veux pas m'occuper de lui ; cherchez lui quelque chose !* ». J'étais en relation avec un député réactionnaire, le baron Xavier Reille qui était administrateur de grosses entreprises. Je lui demandai s'il n'avait pas, par hasard, un poste pour Breteau. Il me dit : « *Faisons un marché ; je suis en instance au parquet des agents de change pour faire introduire à la bourse de Paris une valeur qui m'intéresse beaucoup, une valeur argentine « El Hogar Argentino ». Le ministère des finances est hostile à l'introduction des valeurs sud-américaines. Obtenez-moi de Caillaux cette introduction et je flanque à votre Breteau, un petit poste de secrétaire à 8000 francs par an. Il n'aura qu'à toucher 2000 francs tous les trois mois !* ». Quand je parlais de cela Caillaux, il fit la grimace. Enfin, après quelques semaines d'hésitation, il finit par m'accorder la faveur sollicitée. Breteau touche encore aujourd'hui cette [illisible] qui est montée à 40.000 francs. Cela ne l'a pas empêché de me traîner dans la boue, de me couvrir de calomnies et de me battre au Sénat, après soixante ans d'une amitié fraternelle. C'est à dégoûter de la vie ! Je n'ai jamais connu un être aussi bas, aussi rampant, aussi plat avec les grands et féroce avec les faibles que cet

ami d'enfance. Avare, jaloux, quinteux, cancanier : voilà quelles furent les caractéristiques de l'homme. Il m'a bien soigné dans une maladie, comme le paysan soigne une bonne vache atteinte de fièvre aphteuse ! Nous allons bientôt retrouver ce Breteau et je vais être obligé de raconter tous les ennuis qu'il m'a causés. C'est lui qui est le principal auteur de ma décadence politique. À cette époque, Joseph Caillaux faisait encore partie de l'Alliance démocratique était réputé comme modéré.

J'avoue que je m'étais plutôt attaché à la fortune de Paul Doumer qui s'était montré bon pour moi et m'avait fait choisir comme avocat par le Baron Cerise, directeur de la C^{ie} d'assurances L'Union.

Quel excellent homme que ce Baron Cerise ! Il était sorti de l'inspection des finances et il a conduit sa compagnie d'assurances à la prospérité. Il a fini par m'aimer comme un fils. Je lui ai voué une reconnaissance éternelle. J'ai connu autour de sa table une foule de gens amiables notamment Lucien Delmas, directeur de la Préservatrice, toulousain spirituel, fin diplomate, homme de premier rang, André Tardieu, déjà journaliste célèbre et beaucoup d'autres personnalités, comme ce brave Lesieur qui, après avoir été libre-penseur, a été converti par sa femme et est mort dans la robe d'un bénédictin !

Paul Doumer m'avait procuré une place de rédacteur en chef à *La France*, ce qui me rapportait 1500 francs par mois. De plus, il me fit entrer à la revue *L'Opinion*, créée par lui. Voici rapidement l'histoire de cette création.

J'avais rencontré dans les bureaux de rédaction un jeune journaliste de talent, un peu grincheux et pas beaucoup aimé des camarades, Ernest Charles. Il demeurait 46 rue des Bellefeuilles et il rédigeait à peu près tout seul une petite revue qu'il avait baptisée « le Censeur ». Quelques universitaires cependant lui prêtaient une collaboration désintéressée, car on ne vit la couleur de son argent. Ernest Charles me dit : « *Mon cher, il faut vous lancer et faire du pétard. Que diriez-vous d'une proposition de loi que vous déposeriez et par laquelle on établirait une taxe d'édition sur tous les auteurs morts depuis plus de cinquante ans ? Ainsi quand un éditeur voudrait faire paraître une nouvelle édition de Molière, de Voltaire, de Musset etc. il devra s'acquitter d'un droit proportionnel au nombre de volumes tirés. Le produit de cette taxe ira à une caisse de secours pour les écrivains pauvres !* ».

Le propos ne tomba pas dans l'oreille d'un sourd. Mon projet fit l'effet d'une avalanche qui dégringole du Mont-Blanc. Une enquête faite par *Le Censeur* eut un succès énorme. Les éditeurs de classiques furent affolés et me convoquèrent au cercle de la librairie 117 boulevard Saint-Germain. On me délégua un jeune confrère positiviste de grand talent, Jean Canora pour me démontrer les difficultés de la réforme. Bref ! Je fus célèbre pendant 8 jours et *Le Censeur* réunit 1800 abonnements ! Ernest Charles, trop malin pour ne pas apercevoir la précarité de ce succès, profita de ce regain pour vendre son Censeur à Doumer et il fut englobé par *L'Opinion* où je fis pendant deux ans la chronique politique.

Je me détachais réellement du lot et l'on commençait à parler de moi pour un sous-secrétariat. Horriblement jaloux, Caillaux fit tout ce qu'il put pour me diminuer. D'ailleurs, il n'a jamais cherché, en toute occasion, qu'à me casser les reins. Il dissimulait à peine sa haine

sous un sourire contraint. Il trouvait que j'occupais dans la Sarthe une place trop grande. C'était le sénateur Georges Le Chevalier qui mettait le holà. Il m'aimait beaucoup, il appréciait beaucoup l'intelligence de Caillaux et peu son caractère. Caillaux l'avait consulté sur son remariage, mais Le Chevalier l'avait déconseillé. En réalité, l'homme qui possédait dans la Sarthe la plus grande influence morale était Le Chevalier. Ma collaboration à *L'Opinion*, puis à *La France* me mettait en vedette. On me tenait pour un politicien d'avenir. J'assistais chaque mardi chez Weber au déjeuner de *L'Opinion* dont les fidèles étaient Paul Doumer, Joseph Reinach, Maurice Colrat (depuis garde des sceaux), La Mazière devenu député en 1919, Henri de Peyerimhoff, alors secrétaire général du comité des houillères, Quantin (depuis directeur de l'agence républicaine), Édouard Julia. Comment ai-je pu oublier dans cette nomenclature le délicieux Étienne Grosclaude le plus spirituel journaliste de ce temps-là. C'était une joie de le voir tirer ses feux d'artifice ! Le général Langlois, le savant D'Arsonval, l'abbé Wetterlé, Aristide Briand y venaient souvent. J'ai noté par ailleurs quelques conversations. L'une des plus intéressantes que j'aie entendues comptait comme interlocuteurs Doumer, le général Langlois (commandant le 20^e corps à Nancy) et l'abbé Wetterlé. Ce dernier disait : « *Les Allemands nous déclareront la guerre avant 1915, parce qu'à partir de cette année-là, la France, l'Angleterre et la Russie verront accroître leur force militaire. Ce sera l'apogée de l'Allemagne qui ne pourrait tenir le coup et qui est rongée par le socialisme !* ». Langlois ajoutant : « *On croit que cette guerre sera courte, mais elle durera au moins trois ans.* ». Tout le monde pensait : « *Ce général est une vieille baderne* ». Reinach croyait qu'au bout d'un mois les pays belligérants seraient financièrement épuisés.

Le déjeuner Weber s'est poursuivi jusqu'en 1914, mais, à la fin, j'y allais fort peu. Barthou m'invitait parfois à déjeuner. Après boire, il montrait sa superbe collection d'autographes. Il avait acheté le dernier carnet de notes de Victor Hugo (c'est avec ça qu'il écrivit plus tard *Les amours d'un poète*). Sur ce carnet, on voyait de temps à autre deux lettres cabalistiques E.S. Et Barthou riait de toutes ses dents en nous révélant que cela signifiait Erection Spontanée.

Il triomphait aussi en nous montrant une lettre d'Alfred de Vigny à Madame Dorval, lettre dont la 4^e page était tachée d'une façon dégoûtante. De Vigny avait écrit en substance : « *Tiens ! Tu m'excites tellement que je me masturbe dans la lettre !* ». Tout cela enflammait violemment le petit Béarnais qui était en même temps de la secte des pédérastes et de celle des flagellés. Mais, qu'il avait d'esprit ! Au moins autant que son compatriote Léon Bérard qui était encore meilleur acteur qu'avocat. Aucun artiste n'était capable d'imiter aussi bien que Bérard. Quand on voulait s'amuser, on lui demandait d'imiter le père Brisson lisant l'oraison funèbre d'un député. C'était à crever de rire !

C'est à cette époque que j'ai commencé à devenir un journaliste assez coté, bien que de second plan. J'écrivais non seulement à *La France* et à *L'Opinion*, mais au *Rappel*. J'ai publié des articles documentés et appréciés dans *La Revue politique et parlementaire* dont le directeur était un ancien député (mort en 1929, sénateur de Bordeaux), Fernand Faure, juriste distingué, grand ami de Paul Doumer. J'ai fait paraître à cette époque une nouvelle édition de ma *Parole en public* avec des interviews de personnages officiels. Malheureusement, je me suis adressé un éditeur malhonnête, un nommé Pancier qui habitait rue des Fossés-Saint-

Jacques. L'édition fut mal lancée et, comme Pancier fit faillite quelque temps après, je ne touchais pas un sou. Mon volume fut vendu à des trafiquants qui gâchèrent la marchandise. Les exemplaires furent bazarisés à vil prix sur les quais. C'est fâcheux, car mon ouvrage méritait mieux il m'avait demandé beaucoup de travail.

Au parlement, je n'ai pas fait beaucoup de bruit. Ma timidité naturelle me faisait redouter la tribune et je n'ai jamais eu beaucoup de goût pour les intrigues de groupe. Pour réussir au Palais-Bourbon, il faut avoir les moyens d'offrir beaucoup de déjeuners. Or, j'ai presque toujours vécu dans la gêne. Mes enfants me coûtaient très cher et j'arrivais péniblement à joindre les deux bouts.

Dans la Sarthe

Sénateurs et députés vivaient en bon accord. Presque tous les dimanches, nous avions occasion de nous réunir et de faire ensemble une utile propagande. En dehors des inaugurations, nous avions les fêtes des comités républicains. C'est moi qui avais eu la première idée de cette politique des banquets. Nous marchions sous le patronage officiel de l'administration et le préfet était obligé de venir présider nos agapes. Cela donnait aux députés gouvernementaux une puissance formidable. Rien ne se faisait que par un accord du parlementaire et du préfet. Les moindres petites faveurs étaient passées au crible. Dans les rares communes où nos amis n'étaient pas maires, nous avions un délégué dont l'unique fonction était d'embêter la municipalité antiministérielle. La politique ainsi comprise était un jeu fort amusant. À Saint-Calais, le sous-préfet n'était que mon humble secrétaire. Le meilleur que j'ai eu répondait au doux nom de Colette. Il était intelligent et savait résoudre avec habileté les petites difficultés quotidiennes. Je n'ai pu lui faire donner l'avancement qu'il méritait et il a été obligé de se retirer dans les finances. Il a pris sa retraite comme receveur des finances à Bayonne. C'était un brave garçon, célibataire et épicurien. Il a, au demeurant, vécu une existence très heureuse. Je regrette de n'avoir pas fait plus pour lui. On l'appelait à Saint-Calais un « fabricant de cocu ». Son successeur me donna moins de satisfaction. C'était un agité, un toulousain fort intrigant, Charles Griolet-Lesage. Ancien sous-officier de cavalerie, il avait épousé une femme riche ayant vingt ans de plus que lui. Il lui a d'ailleurs mangé sa fortune. Griolet était intelligent et autoritaire, trop zélé, impulsif, sale caractère. Il m'a fait plus de mal que de bien. Il est encore aujourd'hui sous-préfet de Cognac. Ce sera son bâton de maréchal.

Notre petit train politique faillit dérailler par suite de la mort imprévue du sénateur Georges Le Chevalier. J'ai dit par ailleurs toute l'estime que j'avais pour ce petit-fils du complice de Cadoudal, devenu sincère républicain. Il se plaignait depuis longtemps du foie et, chaque année, son médecin l'envoyait à Évian. C'était un fin gourmet, il avait présidé longtemps la fameuse société La Marmite qui, bien avant le Club des Cent, s'occupait de la conservation de nos traditions culinaires. Ces gens-là finissent toujours par payer leurs voluptés de table. Le chirurgien Tuffier diagnostiqua un calcul et bien entendu il conseilla l'opération qui était déconseillée par les médecins. Le Chevalier fut transporté à la clinique de

la rue de la Chaise. Comme toujours l'opération réussit admirablement, mais l'opéré mourut le lendemain.

Nous l'avons enterré solennellement au cimetière Montmartre. Le jour même de cet enterrement, le docteur Breteau me signifia qu'il entendait poser sa candidature au Sénat. C'était outrecuidant de sa part. Il y avait bien des conseillers généraux qui avaient plus de titres que ce médocastre, mais il était mon grand électeur. La grosse difficulté allait provenir de ce fait que Lebert, battu deux fois par Galpin et dont la situation était devenue considérable dans le département, était le seul candidat dont les chances étaient à la hauteur des titres.

Je me trouvais placé dans un de ces carrefours de la vie où les plus honnêtes gens hésitent. Mon devoir était de marcher avec Lebert. Mon intérêt électoral était de soutenir Breteau dont j'avais absolument besoin et qui avait lié partie avec deux autres conseillers, les docteurs Gigon et Cacaud.

Je m'ouvris à Caillaux. Ce dernier détestait alors cordialement Breteau, « le petit mendiant ». Mais il n'aimait pas beaucoup Lebert dont il redoutait l'ascension. Il ne voulait pas de gens intelligents à côté de lui. Il me demanda s'il ne conviendrait pas qu'il se présentât lui-même, pour étouffer toute autre candidature. Je ne lui mâchai pas châtaigne et lui dit crûment qu'il pourrait se faire battre par Lebert, ce qui diminuerait singulièrement son prestige. Il fit la grimace et il fut décidé que nous convoquerions un congrès.

Breteau m'a reproché depuis de ne pas avoir déployé en sa faveur toute mon influence. À la vérité j'étais gêné, mais je fis cependant tout ce que je pus pour faire battre ce pauvre Lebert, qui ne m'avait jamais manifesté que des sympathies !

Lebert m'ayant reproché mon attitude, je lui répondis par une déclaration de guerre assez maladroite. Dans mon propre canton du Grand-Lucé, on n'aimait pas Breteau. Le maire du Grand-Lucé, le père Charles Bateau ne pouvait pas le sentir. Si bien que beaucoup de mes amis étaient partisans de Lebert. Ce dernier manœuvra fort habilement et il sut faire appel aux sentiments de reconnaissance des républicains de la deuxième circonscription du Mans.

Le congrès donna lieu à une lutte effroyable. Les partisans de Breteau et notamment Cacaud furent odieux. Le député Hippolyte Laroche avait, lui aussi, posé sa candidature. Au premier tour, Laroche fut battu ; Lebert venait en tête et Breteau avait réuni plus de voix que Laroche, lequel se désista en sa faveur. Alors, ce fut une bousculade ! Le scrutin fut abominablement faussé. Le docteur Cacaud déposa, à lui seul, plus de trente bulletins pour Breteau. La fraude était manifeste et Breteau ne dut qu'à cette fraude sa désignation à quelques voix de majorité.

Naturellement Lebert n'accepta pas ce singulier verdict et, bravant la discipline, il se présenta devant le collège sénatorial après une déclaration pleine de mesure et de dignité. Le parti conservateur avait mis en avant le docteur Mauvais, maire de La Flèche. Au premier tour, Breteau fut mis en ballottage et, au second tour, Lebert profitant des voix conservatrices écrasa le maire de Bouloire.

Le coup était dur pour Caillaux et pour moi. Je m'en serais aisément consolé, mais la rancune de Breteau était tenace. Il monta en épingle l'indiscipline de Lebert auquel le parti radical fit une opposition sans merci. À la vérité, pendant plusieurs années, nous avons été odieux. Nous avons fait fermer devant Lebert tous les guichets de l'administration et il a vécu en véritable paria. J'ai eu beaucoup de mal plus tard à dissiper toute l'amertume qu'il avait accumulée dans son cœur.

— Ma famille

De 1906 à 1910, bien des événements se sont passés. D'abord mon fils Pierre est revenu de Munich où il avait brillamment terminé ses études commerciales. Je lui ai consacré une notice particulière dans un de mes manuscrits mais je puis répéter ici que ce garçon ne m'a donné que des satisfactions. Mon cousin Gilbert Oudineau qui avait succédé à mon beau-père 4 bis rue de Clery et dont le commerce de lingerie en gros était prospère me demanda de le prendre chez lui avec espoir de succession future. Mais ce Gilbert Oudineau a toujours été un faux bonhomme. A cette époque, ma belle-mère (Mon beau-père étant décédé en 1902) avait encore chez lui une commandite d'environ 200.000 francs. Il voulait ménager sa tante et éviter ce remboursement. Les projets qu'il me soumit étaient hypocrites. Il plaça d'abord Pierre en Angleterre chez un de ses correspondants. Au bout d'un an, quand mon fils sut parfaitement l'anglais, il le prit à sa maison de Paris mais ne l'utilisa qu'à de basses besognes. Il lui faisait coller pendant huit jours des étiquettes sur des paquets. On avait espéré que Pierre pouvait un jour épouser la fille de Gilbert qui était bien dotée. Mais Gilbert et surtout sa femme avaient d'autres vues. Finalement, Pierre me déclara qu'il ne voulait pas rester dans cette position presque humiliante pour un garçon qui parlait couramment trois langues. Je lui cherchai une autre occupation et le plaçai chez un de mes amis, Jean Lévy, alors représentant d'une maison de draperies anglaises. Mon fils a successivement habité avec moi 14 rue Alexandre Cabanel, 21 rue Guénégaud et enfin 16 rue Bouchut.

En avril 1908, j'eus la douleur de perdre ma chère mère. Elle était âgée de 78 ans. J'ai dit quelle femme adorable elle était. Mal soignée par deux médecins ignorants, elle est morte presque dans mes bras après une affreuse agonie, succombant à une occlusion intestinale.

Cette mort failli rompre le lien qui m'attachait à La Chapelle-Gaugain. Je m'entendais peu avec mon voisin et parent Edmond Charles dont la propriété possédait de gênantes servitudes sur celle de ma mère. Et puis, je trouvais La Chapelle trop privée de moyens de communication, trop coûteuse d'entretien. Au grand chagrin de mon fils et de ma fille, d'accord avec mon frère, je vendis L'Annaie au notaire Gruau, de Vancé. Mais la force du souvenir des aïeux jointe aux insistances de ma fille devait plus tard me faire racheter cet immeuble de famille.

Avant les élections de 1910 dont je parlerai bientôt, j'avais pris pour secrétaire judiciaire Georges Bouvier qui devait devenir mon gendre en 1912. Il me fut d'un grand secours. J'ai eu bien des malheurs dans la vie, et l'ascension de ce second fils m'a fait oublier

bien des déboires. C'est vers cette époque ma femme vint habiter définitivement avec moi. Retournons maintenant vers le parlement.

Encore quelques types

Je me suis efforcé, dans une série de portraits, de jeter sur le papier une esquisse des principaux personnages que j'ai côtoyés. Il m'en reste sur la planche encore un certain nombre et non des moindres. Je pique au hasard dans le tas. Et d'abord, le seigneur Aristide Briand. Quand je suis arrivé au Palais-Bourbon, il était déjà plus qu'à l'auréole de sa gloire. Après avoir mangé de la vache enragée durant toute sa jeunesse, après avoir voué à la société bourgeoise une haine qu'elle méritait bien, il a prouvé qu'on pouvait toujours faire un excellent conservateur avec un révolutionnaire pouvoir. On trouvera dans mon livre *La Parole en public* une analogie poussée de son incroyable talent oratoire. Léon Daudet et René Benjamin se sont acharnés à le rabaisser, mais ils ont été aveuglés par leur haine politique.

À la vérité, Briand a été un orateur splendide, il a enrichi de diamants la vulgarité qui est nécessaire à tout orateur ayant une action sur l'auditoire. Je n'ai connu que deux voix capables d'émouvoir musicalement : celle de Sarah Bernhardt et celle de Briand. Aujourd'hui encore (1929) bien que très diminué et très affaibli, Briand a encore un très grand prestige. Quand je l'ai connu, il suffisait que sa présence à la tribune fût annoncée pour qu'on refusât du monde.

J'ai pu l'approcher de très près parce que j'étais un bon ami de Guist'hau qui était un compatriote et qui vivait dans son sillage. J'ai souvent déjeuné avec eux chez Larue. Coureur causeur, Briand était de premier ordre, mais il ne fallait pas l'entendre souvent car son répertoire était peu varié. J'ai reproduit dans un autre cahier la plupart des anecdotes qu'il aimait à raconter à ses familiers. Il aimait à plaisanter Jaurès qui l'exécrait et qui l'a magistralement exécuté plus d'une fois au Palais-Bourbon. Mais boxer contre Briand, c'était donner des coups de poing dans un édredon.

Que ce grand homme soit revenu de sa petite saloperie du pré de Saint-Nazaire, cela n'a rien d'étonnant. Il est au surplus évident qu'il a vécu au crochet des femmes. Le substitut qui requit contre lui le traita de « Vachéador ». Ce n'était pas très spirituel. Il n'y a guère d'étudiant qui n'ait fait l'amour dans un bois. C'est malcommode et antihygiénique. Si tous les gardes champêtres étaient sans pitié, on ne s'embêterait pas dans les prétoires. Celui qui prit Aristide en flagrant délit répondit au président : « *J'n'ai jamais vu faire l'amour comme ça ! C'est pas propre !* ».

Comme je plaçais un jour à Rennes avec mon collègue le député Georges Le Bail, nous avons été au greffe de la cour pour voir le registre où était consigné l'arrêt. Un greffier intelligent avait déchiré la page ! Il existe quelques précédents ! Après une accusation assez prouvée de pédérastie, après un acquittement dans l'affaire de Panama, Maurice Rouvier était devenu deux fois président du conseil. Caillaux fortement soupçonné d'avoir été le complice

de sa femme dans l'assassinat de Calmette, Caillaux condamné à trois ans de prison pour trahison, redeviendra ministre des finances !

Briand avait dans son passé cette petite et innocente partouze ! Ce n'était rien. Ce qui semblait plus grave c'est qu'il avait, au début de ce siècle, fomenté des grèves et fait briser par des émeutiers tous les carreaux des usines de Firminy ! Alexandre Millerand et René Viviani s'étaient contentés de prêcher les doctrines marxistes. Briand avait pris part à des bagarres. Il se fit pardonner tout cela, même par la droite, quand il devint le rapporteur souple, tolérant, sympathique de la loi sur la séparation des Églises et de l'État. Aristide Briand s'est toujours montré bienveillant à mon égard. Nous avons un bon ami commun Guist'han, député de Nantes, garçon fort intelligent qui fut ministre de la Marine et ministre de l'instruction publique. Guist'han a dû se retirer de la politique en 1924, en raison de sa très mauvaise santé. Je continue de le voir (septembre 1929). La dernière fois, il m'a paru atteint dans les sources de la vie. Il a su se débrouiller car il a dû caser 7 ou 8 enfants.

Le temps passe vite et je crois que, si l'on veut écrire ses mémoires, il convient de s'y prendre de bonne heure. J'ai dû interrompre ma rédaction non seulement à raison des vacances, mais aussi parce que je suis obligé de travailler pour vivre. J'ai paressé dans ma jeunesse, mais ma vieillesse est très active. En me jetant à la porte du parlement, le criminel Caillaux m'a privé d'un gagne-pain. Cela c'est la vie. Un bandit qui a trahi son pays est placé sur un piédestal et un honnête homme qui a donné son fils à la patrie est jeté au ruisseau comme un citron pressé.

Fermons la parenthèse. Dans mon souvenir j'aperçois encore quelques types intéressants : le questeur Saumande député de la Dordogne et le questeur Devins, député de la Haute-Loire. Ils se sont fait tous les deux une situation au Palais-Bourbon par leur assiduité et leur connaissance approfondie de la situation locale de leurs collègues. Pendant ma carrière parlementaire, l'absentéisme sévissait à la Chambre et je ne crois pas que les choses aient beaucoup changé aujourd'hui. Les députés ne venaient en nombre que le jour des grands débats. Les autres jours ce sont les boîtiers qui votaient. Devins et Saumande étaient des boîtiers si extraordinaires que, dans les votes délicats, je leur laissais le soin - menu présent - d'apprécier comment je devais voter. Avec eux, je n'ai jamais eu le moindre ennui. Le père Devins qui était d'une exquise finesse est disparu trop tôt. Il a eu pour successeur Laurent Eynac. Le département de la Haute-Loire a produit un autre parlementaire remarquable, un garçon de nature douce et sympathique qui répondait au nom féroce de Mérrou. Je l'ai retrouvé au Sénat ; c'était un infatigable bûcheur de commission il connaissait à fond la matière si délicate des douanes.

Saumande a voulu se prolonger outre mesure. Devenu vieux et quelque peu gaga, il s'est cru questeur perpétuel. Ses électeurs l'ont débarqué assez brutalement en 1928. Il n'a jamais voulu quitter le Palais-Bourbon, il se croyait toujours député et il a fallu que les nouveaux questeurs l'expulsassent de force. Aujourd'hui encore, il erre lamentablement autour du Palais-Bourbon (1929).

En 1908, Lasies était encore un des princes du Palais-Bourbon. Il était devenu le dernier député bonapartiste. Doué d'un esprit infernal, servi par une voix de marchand de

tonneaux, il était le cauchemar des ministres. Il a exploité la démagogie avec un cynisme incroyable. Il n'a jamais fait de longs discours mais il était sans rival pour l'interruption insolente, déconcertante. Je regrette de n'avoir pas recueilli ses mots. C'était un enfant terrible. Un jour, je me promenais avec lui dans les couloirs. Nous apercevons Marcel Sembat, Caillaux et Maurice Berteaux qui parlaient ensemble : « *Tu vois, mon vieux radical-socialiste, s'écria-t-il bruyamment, quatre enfants de chœur qui ont servi la messe ensemble à Stanislas.* » Berteaux lui-même qui était une fine lame tremblait devant les boutades de Joseph Lasies. Ce dernier avait pris à son service une jeune femme de chambre qui avait été mise à la porte par une danseuse de l'Opéra, maîtresse de Berteaux. Cette femme avait assisté à des scènes drolatiques. Le matin, elle montait le chocolat à Berteaux et à sa poulette couchés dans le grand lit. Berteaux s'emparait d'une tasse et, prenant une voix de bébé, il disait à sa campagne : « *Pour qui ce petit totola ! – Pour moi mon chéri !* ». Une après-midi, à la buvette, voyant que Berteaux se faisait servir une tasse de chocolat, Lasies s'en empara en disant : « *Pour qui ce petit totola ! Pour moi mon chéri !* ». Et cela devant une dizaine de députés auxquels il avait préalablement raconté sa petite histoire. Berteaux riait jaune !

Terminé le 27 sept 1929.